

La veuve du lieutenant FFI

notre voisine.

Histoire, guerre de 1939-1945

mise à jour le 25/08/04 et le 16/05/2007, le 23/02/2012, le 29/09/2013, le 19/04/2014, le 31/08/2014, le 14/05/2018, le 16/04/2021.

Charles BIRETTE, son engagement dans la Résistance

Cette veuve, notre voisine qui habitait deux maisons au dessus de la nôtre, est toujours restée silencieuse et meurtrie après la mort de son mari.

Engagé depuis 1942 dans le mouvement Résistance-Fer, lieutenant des FFI, chef de groupe au 1^{er} bataillon du 2^o régiment de France, celui-ci participe début août 1944 aux préparatifs de l'insurrection de Paris dont Résistance-Fer avec les mouvements communistes sont les instigateurs. Ceci sans autorisation ni des alliés ni du gouvernement provisoire dirigé par le Général de Gaulle.

Charles Birette en 1944 est âgé de 49 ans. En août 1914, à 19 ans, il avait refusé d'endosser l'uniforme allemand et avait franchi la frontière pour se rendre dans les Vosges et s'engager dans l'armée française. A la fin de la guerre, il reviendra en Alsace. En 1940, il est fait prisonnier dans le secteur de Saint-Dié. Démobilisé en 1941, après avoir été prisonnier en Allemagne, il s'installe à Paris et s'engage dans la résistance. Son métier de cheminot et sa maîtrise de l'allemand lui permettent d'opérer des actes contre l'occupant.

Membre du réseau Turma-Vengeance

mise à jour du 29/09/2013 : lien avec le site web du réseau Vengeance

Juillet 2011

Précisions de M. Pierre Mallez, officier liquidateur du réseau Turma-Vengeance :

J'ai lu votre commentaire sur les fusillés de la Cascade du Bois de Boulogne. Je pense que vous pourriez préciser que Charles Birette était le chef des Corps Francs Vengeance du Raincy. Quant à Jacques Delaporte, Arthur de Smet, Jacques Schlosser, Roland Verdeaux et Pierre Weczerka, ils étaient membres des Corps Francs Vengeance du groupe de Chelles. Les historiens essayent d'éliminer notre réseau, parce qu'il n'était pas politique, alors qu'il était fort bien organisé et très fourni en hommes de valeur. Voyez donc notre site web « [Chantran.Vengeance](#) ». Merci de bien vouloir citer l'appartenance à notre réseau de quelques hommes entraînés dans ce guet-apens par l'obstination du Dr Blanchet.

Le massacre du Bois de Boulogne

mise à jour du 14/05/2018 : lien avec le site web Rail et Mémoire, la page de Charles Birette avec notamment l'article des Dernières Nouvelles d'Alsace du 4 septembre 1999 très bien documenté et très complet,

<https://railetmemoire.blog4ever.com/birette-charles>

Dimanche 4 septembre 1999

Le massacre du bois de Boulogne **Charles Birette, cheminot alsacien**

●●● Les cérémonies commémorant la libération de Paris ont permis de rendre hommage aux trente-cinq résistants français massacrés par les Allemands au bois de Boulogne, à l'aube du 17 août 1944. Tous étaient des jeunes à l'exception de leur chef, Charles Birette.

Né le 11 avril 1895 à Lutzelhouse, dans la vallée de la Bruche, Charles Birette, qui ne veut pas avoir à porter les armes contre la France sous l'uniforme allemand, décide de franchir la crête des Vosges pour s'engager dans l'armée française au début d'août 1914. Affecté à la brigade de fusiliers marins de l'amiral Ronarc'h, il participe aux batailles de l'Yser et d'Ypres.

Son courage et sa brillante conduite au combat lui valent, dès le 26 octobre 1914, une citation à l'ordre de l'armée. Il sert ensuite jusqu'à la fin de la guerre à bord d'un sous-marin.

Rentré en Alsace, il travaille aux Chemins de fer d'Alsace-Lorraine et habite à Schillingheim jusqu'en septembre 1939. D'abord affecté spécial à la SNCF, il reprend du service en 1940 au 207^e régiment régional de protection et il est fait prisonnier au cours des combats dans la région de Saint-Dié en juin 1940.

Craignant d'être inquiété pour avoir refusé de servir dans l'armée allemande en 1914, il déclare une fausse identité (Charles Ernest) sous laquelle il est envoyé au Stalag VI B à Versen, en Basse-Saxe. Libéré le 8 juin 1941, il est dé-

mobilisé le 25 juin 1941 à Paris où il retrouve son épouse réfugiée dans la capitale. Il reprend ses activités à la SNCF, mais il souhaite lutter contre l'occupant.

Dans le mouvement « Résistance-Fer »

En 1942, il est l'un des cinq premiers résistants du mouvement « Résistance-Fer » du secteur Est de Paris. Il forme des groupes de dix hommes pour provoquer les décalèvements des convois destinés à l'armée allemande d'occupation. Sa connaissance de l'allemand lui permet d'obtenir et de transmettre à Londres des renseignements précis sur les convois allemands et sur les objectifs à bombarder.

En outre, son épouse et lui hébergent à leurs frais, en les nourrissant et en les habillant, de nombreux aviateurs alliés dont les avions ont été abattus en France et ils organisent leur retour vers la Grande-Bretagne. Après la guerre, le gouvernement des Etats-Unis exprimera sa gratitude à Charles Birette et à son épouse pour l'aide généreuse qu'ils avaient apportée aux aviateurs américains tombés en France pendant l'occupation ennemie.

En mars 1944, Charles Birette



Charles Birette a été fusillé le 17 août, quelques jours avant la Libération.

te est l'un des organisateurs du 1^{er} bataillon FFI du régiment Armor et commande une section de 50 hommes avec laquelle il participe à de nombreux sabotages de voies ferrées entre Lagny et Bondy, avec l'aide de la compagnie de gendarmerie du Raincy.

Après le débarquement des alliés en Normandie, ses activités s'intensifient. Le 15 août, trompant une sentinelle grâce à sa connaissance de la langue allemande, il s'empare au profit de la Résistance française, de vivres et de matériel sanitaire destinés à l'armée allemande.

Le 16 août, un agent allemand de la Gestapo, Karl Reibhen, se présentant comme un résistant, fait savoir à des jeunes gens de Chelles (Seine-et-Marne) que des armes et des munitions appartenant à l'Organisation Todt

sont entreposées dans un garage de la rue d'Armaille, dans le 8^e arrondissement de Paris. Il affirme qu'il peut les guider et leur donne rendez-vous à la Porte Maillot.

Un traquenard

Informé de la préparation de cette expédition, Charles Birette propose aux jeunes de Chelles de les accompagner avec un détachement de 22 hommes du 1^{er} bataillon du régiment Armor. Ils sont transportés dans une ambulance et des camions. Mais les résistants tombent dans un traquenard. Les portes du garage se referment sur eux et ils sont arrêtés par des soldats allemands qui les attendaient. Ils sont cruellement torturés par les Allemands au point que Charles Birette sera méconnaissable.

Conduits à la cascade du bois de Boulogne, le 17 août à l'aube, Charles Birette et ses 34 compagnons y sont fusillés par les Allemands. Après la guerre, Karl Reibhen s'installera comme garagiste en Bavière.

Fonctionnaire consciencieux et efficace, Alsacien patriote et courageux, le lieutenant Charles Birette est mort pour la France quelques jours avant la libération de Paris. Chevalier de la Légion d'honneur, titulaire des croix de guerre 1914-1918 et 1939-1945, héros et martyr de la Résistance, il fait honneur à l'Alsace et à Lutzelhouse où il a été réinhumé le 19 janvier 1948.

La rue du Raincy (Seine-Saint-Denis), dans laquelle il habitait au n°4, porte le nom de Charles Birette.

Jean Nouzille

Les décorations de Charles BIRETTE



Ses décorations :

BIRETTE R^{ce} Fer E
EX.

Charles
Facteur enregistrant - rue Raincy-Villemonble
Cité à l'° de la Division à titre posthume par
ordre général n°278 du 14 juin 1945 (croix de guerre
(étoile argent))

"Agent d'une bravoure exemplaire et
d'un courage à toute épreuve, faisant
partie d'un groupe de F.F.I. chargé
d'aller chercher des armes pour dékudre
les installations ferroviaires de la région
du Raincy, a été pris par les allemands,
puis fusillé le 16 août 1944, à Paris.
Modèle de devoir."

cité à l'° de la S.N.C.F. (B^{is} n°28 du 14-9-45)

CAHLM Cote 118 LM54/2

fin des documents qui se trouvent sur la page Railletmémoire.

Comprendre ce qui s'est passé pour ces résistants capturés par les allemands

Les évènements tels que le voisinage a pu les apprendre de cette veuve, sont au départ simples : le groupe commandé par ce lieutenant FFI est chargé de distribuer des armes aux futurs insurgés. Ce jour là, vers le 15-16 août, le groupe revient d'un transport d'armes, sa mission est terminée. Il s'agit du groupe du Raincy.

Birette remplace un chef absent.

Un autre groupe de Chelles doit partir mais son chef n'est pas là, le lieutenant Birette en prend alors le commandement et part rejoindre les autres groupes de Chelles pour effectuer cette mission. Cette décision s'explique parce que Charles Birette, en 1942, a fait partie d'un groupe de cinq résistants du Réseau Résistance Fer qui ont été chargés de créer des groupes à la gare de triage de Vaires et dans les communes environnantes. Il connaissait bien ces différents groupes locaux et n'a pas voulu abandonner ce groupe de Chelles qui allait partir pour cette mission très particulière sur bien des points.

Sa veuve le disait, le groupe de Chelles attendait qu'il revienne de sa première mission avec le groupe du Raincy pour qu'il reparte de suite avec eux. Que savait-il de cette mission organisée par le docteur Blanchet de Chelles ?

La capture du groupe de résistants

Ils sont attendus dans un garage par la Gestapo, fait prisonniers, torturés puis sont les derniers fusillés au chêne du bois de Boulogne, près de la cascade.

Cependant, il semblerait aux dires de la veuve (telle que la tradition orale les conserve) que le second groupe de résistants de Chelles appartenait au même mouvement de résistance, Tourna-Vengeance, et que son mari connaissait ce camarade qui pour une raison ou une autre n'était pas à l'heure au rendez-vous pour faire partir ce second groupe. D'après nos dernières informations, le docteur Blanchet aurait contacté le commandant "Albert" (en fait Mr Bouteiller, instituteur à Lagny) qui, méfiant, a préféré ne pas participer à l'opération ... Mais cela reste à vérifier ... Nous allons retrouver Mr Bouteiller en tant que chef du groupe de résistants du réseau Vengeance lors du bombardement de la gare de triage de Vaires. Pourquoi le jeune médecin de 28 ans n'a pas écouté les méfiances d'un chef de la résistance locale bien plus expérimenté et connaissant bien les filières de distribution des armes ?

La version officielle est celle-ci :

" Tombé avec une quarantaine de ses camarades dans un piège (le groupe avait rendez-vous Porte Maillot avec un officier anglais qui devait leur livrer des armes pour l'insurrection, en fait il s'agissait d'un agent de la Gestapo qui les conduisit rue des Saussaies), il a été abattu le 16 août 1944 à la Cascade du Bois de Boulogne. "

Sur une page web présentant le village de Lutzelhouse, nous pouvons lire :

Au cimetière communal repose un grand résistant: Monsieur Birette Charles, né au 32 rue de la Fontaine le 11/04/1895, ce lieutenant fut fusillé avec 21 de ses camarades à la cascade du Bois de Boulogne

Ce chiffre ne correspond pas aux 35 martyrs de Chelles. Le chiffre de 42 morts est en 2004 établi : 35 pour le groupe de Chelles et 7 pour le commando FFI.

Une plaque commémorative se trouve au Bois de Boulogne, pour la lire :

n.d.l.r : le lien ne fonctionne plus, voir les liens plus haut et la plaquette sur le site de la ville de Paris.

<http://www.paris.fr/portail/viewmultimediacollection?multimediacollection-id=15028>

Une rue porte son nom dans la ville de Villemomble où il résidait durant la guerre

Dans le livre : le patrimoine des communes du Bas-Rhin, aux éditions Flohic, se trouve la photo et le texte suivant qui établit une relation très étroite avec le récit des résistants de la ville de Chelles ci-dessous.

Charles Birette vers 1940



collection particulière

Héros et martyr de la résistance, Charles Birette est né à Lutzelhouse le 11 avril 1895. Entré en 1942 dans le mouvement Résistance-fer, il tombe le 16 août 1944 dans une embuscade. Fait prisonnier par les nazis, il est torturé et exécuté avec trente quatre de ses compagnons à la cascade du Bois de Boulogne, quelques jours avant la Libération de Paris. Sa dépouille repose au cimetière de Lutzelhouse depuis 1948.

Ci-dessous LES DOCUMENTS qui sont en relation avec les derniers résistants massacrés ou fusillés à la cascade du bois de Boulogne, peu avant la libération de Paris.

la plaquette décrivant les événements et un site précis sur ces événements :

<http://www.liberation-de-paris.gilles-primout.fr/emaiilot.htm>

Le témoignage de sa veuve

Sa veuve reviendra au village mais va se murer dans le silence, elle ne parle que pour plaindre son mari victime d'une abominable trahison à quelques heures de l'insurrection libératrice. Elle donne aussi le sentiment que rien n'a été entrepris par la Résistance pour sauver son mari et son groupe, qu'au contraire, il se peut que ces derniers aient été abandonnés à leur sort tragique et ce pour servir des intérêts supérieurs. Ayant reçu une somme d'argent conséquente pour l'indemnisation de la perte de son mari, elle n'était pas à cours d'argent à la fin de la guerre.

En 1948, le corps de son mari est enterré au cimetière du village avec les plus grands honneurs militaires et civils. De nombreuses personnalités sont présentes. Cependant un deuxième malheur va frapper cette veuve : leur fille unique va décéder d'une pleurésie attrapée durant la guerre pour avoir passé de longs mois cachée dans des caves humides et froides de Paris. Il semble que cette veuve ait dépensé de fortes sommes pour tenter de sauver sa fille mais malgré l'argent et les médecins, rien n'y fit. C'est probablement là la cause de ce silence et de sa peine puis plus tard d'une certaine gêne matérielle. Les médecins n'ayant pu sauver sa fille unique, a-t-elle ressentie ceci comme une deuxième trahison. Personne n'a pu sauver ni l'un ni l'autre de sa famille.

Le contexte historique de la mi-août 1944 :

Depuis nous savons que c'est en effet la résistance parisienne qui en lançant cette insurrection, a modifié les plans militaires des alliés et que devant les troubles, les massacres commis ou rendus possibles par les troupes allemandes, le général Eisenhower céda à la pression du Général de Gaulle pour autoriser la 2ème division blindée du Général Leclerc à entrer dans Paris au secours des FFI.

Les préparatifs de l'insurrection dans Paris.

Pour convaincre l'état-major allié de modifier sa stratégie, la résistance et le gouvernement provisoire de la France Libre ont-ils eu "besoin" de martyrs, de victimes pour mettre les alliés devant le fait accompli ? Est-ce pour obtenir ces martyrs que les locaux de la Gestapo et les endroits où elle fusillait les résistants n'ont pas été les premières cibles des combats ? Que la décision de s'enfermer au coeur de la ville fut prise, laissant à un moment tragique le champ libre aux troupes allemandes afin de mieux légitimer la demande d'aide aux troupes alliées ? Ce serait une raison aggravante pour comprendre cette rancoeur que cette veuve porta en elle jusqu'à sa mort envers les dirigeants français de quelque parti qu'ils soient...

Dans le film " Paris brûle-t-il ", une séquence montre le gouverneur allemand de Paris se plaindre au consul de Suède qu'il en a marre de devoir faire le sale boulot au profit du futur gouvernement français, à savoir arrêter les nombreux "mauvais" résistants et négocier avec les quelques "bons" pour les laisser organiser la libération de la ville, sachant que la milice de Vichy est toujours active et joue sa carte personnelle sans obéir forcément aux ordres allemands.

Depuis peu, grâce au travail d'historiens, les circonstances de la mort de 35 jeunes du groupe de la ville de Chelles commencent à être précisées. Nous reprenons ci-dessous les textes parus sur internet de la commémoration de ces martyrs. La trahison du groupe par un agent des services secrets allemands infiltré dans un mouvement de résistance jeune et inexpérimenté ne fait plus aucun doute. Comme il est rapporté ci dessous, un commando de ce groupe se rendit bien dans un garage Rue d'Armaillé dans le 16ème arrondissement de Paris où ils furent capturés. Ceci concorde avec les propos tenus par cette veuve.

Dans les textes ci dessous, il est dit qu'il existait une filière d'approvisionnement en armes que les jeunes de Chelles et des villes voisines venaient de découvrir et ils cherchaient à l'utiliser pour s'armer. Cette filière était certainement organisée par un mouvement de résistance bien structuré comme celui de Résistance-Fer et des FTP.

De nombreux groupes de résistants s'armaient ces jours là et ils n'y avaient pas que ceux de Chelles même si les évènements ont fait qu'aujourd'hui nous retenons surtout leur martyr. Le fait que son mari soit mort à la place d'un autre chef moins sérieux ou responsable et qui lui, aurait eu droit aux honneurs accordés aux libérateurs de Paris peut expliquer aussi l'amertume de cette veuve (ce sont toujours les plus braves qui meurent en premier et la victoire est souvent laissée à d'autres... moins braves !).

La trahison des résistants et son utilisation politique dans la libération de Paris

Un ancien chauffeur alsacien des généraux Juin en Italie puis de De Lattre lors de la campagne de France et d'Allemagne qui avait pris sa retraite au village, avait lui aussi entrepris des recherches pour expliquer ce secret ou cette mise au silence du " cas Birette ". Il en avait conclu que jamais les gens du village ne connaîtraient la vérité car elle ne peut être dite ou avouée.

L'hypothèse la pire serait alors de considérer que devant la confusion et les captures de groupes de résistants jeunes et inexpérimentés, la direction de la résistance non communiste ait pris l'initiative de faire tomber des groupes de résistants FTP affiliés au communisme de manière à ce que ces derniers mieux armés que les autres ne prennent pas la direction totale de l'insurrection au point de faire de Paris une ville libre communiste lors de l'arrivée des troupes alliées.

Sachant que Résistance-Fer a été un des premiers mouvements à lancer l'insurrection, ceci pourrait expliquer cela et expliquer qu'aucune preuve ne sera jamais donnée. Il est connu que les uns dénonçaient de temps à autres les autres et que les autorités allemandes s'étaient émues de devoir faire le sale boulot à la place des autorités françaises, comprenant bien les querelles intestines de la résistance française mais ayant bien du souci avec leur responsabilité "allemande" pour ne pas endosser encore une responsabilité "française" supplémentaire (ce fut aussi une des raisons pour les autorités allemandes de signer l'armistice puis la capitulation de Paris, évitant ainsi de mettre au compte des troupes allemandes les victimes des combats fratricides entre résistants français ou les victimes de l'épuration vichyste).

Il semble aussi que les coups de feu tirés depuis les toits de Paris lors du défilé du Général de Gaulle ne provenaient pas de soldats allemands mais bien de tireurs français de la Milice, semble-t-

il... Tout ceci pour expliquer que la situation politique des résistants étaient compliquée même si dans la marche victorieuse l'unité s'est imposée, la victoire faisant tout oublier !

La résistance des cheminots de la gare de triage de Vaires dans le groupe Résistance-Fer.

mise à jour du 25 août 2004 et le 16/05/2007:

Au vu des articles de presse sur la commémoration des 60 ans du massacre des résistants à la cascade du Bois de Boulogne, la situation s'éclaircit et l'histoire des 35 résistants de Chelles massacrés à la cascade est quasiment établie. Le rôle du traître qui se fait passer pour un agent anglais explique cette capture des résistants.

Mais le groupe FFI du lieutenant Birette agissait dans le cadre d'une autre structure : il avait sa propre cache d'armes et n'avait pas besoin de "courir les rues" pour en trouver. Ce groupe volait et stockait des armes dans les trains stationnés sur la gare de triage de Vaires, gare de triage qui était son objectif premier. Charles Birette est l'un des cinq premiers résistants du réseau Résistance-Fer de l'est de Paris et il va former des groupes de 10 résistants chacun dans cette région. C'est un soldat, il faut le rappeler, qui a fait la guerre de 14-18 dans l'armée française et celle de 1939-40 avant d'être libéré par les allemands et d'entrer en résistance en 1942.

Et nous indiquons des documents qui démontrent que le groupe de résistance auquel appartient Charles Birette est bien organisé et que ses objectifs sont clairs et d'importance militaire de premier plan. Nous retrouvons ici le nom du commandant Albert Bouteiller, responsable du réseau Vengeance à Thorigny. Le principal fait d'armes de ce groupe est la destruction de la gare de triage de Vaires en liaison avec Londres.

document :

En 1943, ce réseau adopte un accord avec les groupes F. T. P. afin d'assurer avec la Résistance-Fer une destruction « raisonnée » des ouvrages d'art. L'idée est de maintenir debout certains de ces ouvrages pour assurer la remise en marche rapide du réseau SNCF.

Sans lui, il sera difficile d'acheminer le matériel nécessaire à la progression rapide des Forces de libération du territoire français. Dans la matinée du 29 mars un agent de Résistance-Fer, Jean-Marie, aiguilleur à Vaires-Triage, repère l'arrivée successive de trois trains : l'un transporte des troupes, le second du carburant, et le troisième des munitions.

Le capitaine Louis Martin, résistant et Thorignien, en informe immédiatement son chef, le commandant Albert Bouteiller, responsable du réseau Vengeance à Thorigny.

Ce dernier se rapproche des services de renseignements anglais qui disposent d'agents en France.

Le capitaine Lacoste de Lagny et JMF se rendent à Vaires-Triage et constatent l'importance du renseignement. À 13 h, les résistants établissent le contact avec Londres. Le bombardement du site est prévu pour 21 h.

https://actu.fr/ile-de-france/meaux_77284/les-terribles-bombardements-de-vaires-triage-en-1944_8131581.html

autre document :

Le 29 mars 1944, cela fait douze jours que la municipalité de Vaires, en région parisienne, a ordonné l'évacuation des enfants âgés de six à quatorze ans qui se trouvent dans une périmètre de cinq cents mètres autour de la gare de triage. Une mesure raisonnable qui suit les recommandations des Alliés. Toutes les personnes qui vivent à proximité des nœuds ferroviaires et qui ont des opportunités pour ne plus dormir chez elles sont invitées à s'en éloigner. Près de mille cinq cents enfants sont déplacés avec un groupe d'adultes et l'appui des volontaires de la Croix Rouge.

Vers 21 h 20, ce 29 mars 1944, le plus important centre de triage de l'est parisien est la cible de 76 Halifax composés d'équipages britanniques et canadiens qui sont précédés par huit Mosquito destinés au marquage de la cible. A 21 h 35, les éclaireurs larguent leurs marqueurs. A 21 h 42, un jalon de feu tombe à la verticale du centre du triage. A 21 h 45, une première vague de bombardiers se présente et délivre ses munitions à une altitude variant de 1000 à 600 mètres. Trois vagues se succèdent. Le triage s'embrase.

Un train de munitions qui est stationné reçoit plusieurs coups directs, ce qui provoque de puissantes explosions et une énorme panache de fumée qui gênent les avions qui suivent. En explosant, ce convoi creuse une tranchée de 250 mètres de long, de 30 mètres de large et d'au moins 6 mètres de profondeur. Les wagons déformés sous la violence du souffle sont propulsés contre ceux des rames voisines elles-mêmes renversées en raison de l'onde de choc.

.../... Toutes les grandes lignes qui passent par la gare de Vaires sont interrompues. Les pertes allemandes sont considérables ont raison des trains qui étaient sur place au moment de la frappe. Si les Britanniques citent le nombre de 1 270 victimes, côté allemand on avance 2 735 morts ou disparus. Les secours recensent neuf cheminots tués et dont les corps carbonisés ne sont pas identifiables en l'état des connaissances d'alors. Quinze civils sont blessés tandis que 74 maisons sont plus ou moins sérieusement endommagées.

Deux jours après, les Allemands réquisitionnent tous les hommes valides âgés de 16 à 60 ans pour participer à compter de 7 heures et jusqu'à 17 heures aux déblais.

<http://lhistoireenrafale.lunion.fr/2014/03/29/29-mars-1944-le-triage-de-vaires-devaste-par-les-bombes/>

fin du document.

L'infiltration de la résistance par le service de renseignement allemand.

Le service de renseignement allemand va comprendre rapidement que ce bombardement de Vaires-triage a été réalisé avec l'aide de la résistance locale. Est-ce alors ici une explication possible pour qu'il ait choisi d'infiltrer spécialement ce groupe de résistance avec des espions expérimentés pour prendre sa vengeance et tenter de le détruire ?

Pour attirer leur proie, le service de renseignement allemand fait croire qu'il va y avoir une distribution importante d'armes venant de Londres. A cette période, c'était le cas pour la plupart des grands maquis qui avaient reçus leurs parachutages d'armes avec cette fois des bazookas et des mortiers, comme par exemple dans les Savoies au col des Saisies. Le groupe de Charles Birette avait été en contact direct avec Londres pour ce bombardement du 29 mars. Cette information avait de quoi être crédible. Pourtant la veille, des messages de Radio-Londres demandaient aux résistants de Paris de se méfier car une rafle était prévue par les Allemands. Ce renseignement avait-il été récolté par le décryptage des transmissions allemandes effectuées par Ultra, le service de renseignement allié utilisant les premiers ordinateurs au monde et qui avait cassé le code secret des machines Enigma allemandes ? Ce renseignement venait-il des résistants parisiens qui par radio avaient alerté Londres et demander d'utiliser radio-Londres pour avertir tout le monde ?

[Un résistant en contact avec le groupe de traîtres et d'allemands avait bien été arrêté quelques jours auparavant](#) par la Gestapo car il était en mesure de comprendre la supercherie et qu'il avait affaire avec des allemands et non des britanniques. Il s'agit de Jean Guérin, arrêté le 7 août puis déporté. Ceci indique que ce guet-apens est préparé de longues dates par les allemands... et par les résistants de Chelles et environs.

Le web de l'Humanité du 24 août 2002, présente le texte du discours de l'adjoint au maire de Chelles (lire ci-dessous). Ce texte avance encore d'autres informations plus récentes et il mentionne " l'enquête récemment menée sur ce drame par l'historien Adam Rayski (3). Elle fait apparaître des éléments nouveaux. Selon lui, ce serait par l'intermédiaire évidemment involontaire d'une connaissance de l'abbé Borme, en l'occurrence Sabine Zatlin, alias " Jeanne ", résistante célèbre puisqu'il s'agit de l'ancienne directrice du refuge pour enfants d'Izieu, que le piège aurait pu être mis en place. " Jeanne ", dont le mari était déporté alors qu'elle-même était activement recherchée, aurait été en contact avec un certain " Alexandre ", agent des services de renseignement anglais. " Alexandre ", dont le dossier, d'abord annexé au seul rapport de police consacré, à notre connaissance, à cette affaire, a disparu, aurait travaillé sous les ordres d'un nommé Charles Porel (dit parfois Borel), de son véritable nom Karl Rehbein, officier de l'Abwehr, le service de contre-espionnage allemand.

Qui plus est, selon Adam Rayski, ce Porel avait pour compagne une jeune femme appelée Lydia Tscherswinka, dite " Katherine ", connue de " Jeanne ". Porel, enfin, dont le supérieur n'était connu que sous le pseudo de " Capitaine ", se serait, au cours des mois de mai et de juillet, notamment à Marseille, Toulouse et Paris, employé à faire tomber un réseau de jeunes résistants : " l'Armée juive ".

Mais ce groupe de Résistance-Fer n'a semble-t-il pas été informé de cette menace ou comme l'indique plus haut M. Pierre Mallez, officier liquidateur du réseau Turma-Vengeance, ces hommes ont été entraînés dans ce guet-apens par l'obstination du Dr Blanchet.

Nouvelles précisions sur la capture des trois groupes de résistants.

Le mythe de jeunes étudiants voulant libérer Paris est faux. Ce sont des résistants expérimentés, des policiers et gendarmes, d'anciens militaires qui dirigent les 3 groupes de résistants capturés ce jour là. Pourquoi sont-ils partis sans protection aucune à ces rendez-vous ?

Cette capture des réseaux de résistance en région parisienne avec l'aide de traîtres français parvint à attirer le 16 août trois groupes : un groupe de jeunes du mouvement chrétien dont le responsable est Guy Hemery, un groupe de FTP communiste, ces deux groupes de Chelles ou des environs sont commandés par Jean Favé alias "Paris", co-responsable avec le docteur Henri Blanchet, et un groupe de résistants de Draveil. Les deux premiers ont rendez-vous le matin, le troisième l'après-midi.

Le groupe de Draveil a été arrêté en dernier vers 15h au milieu de la rue Leroux suite à une fusillade nourrie avec les troupes allemandes car il comprenait des résistants armés dont certains étaient policiers. Les deux autres groupes avaient été arrêtés le matin. Une autre mission vers cette cache d'armes rue d'Armaillée sera annulée le lendemain (ce dont parle des articles de presse), une fois ces arrestations du 16 août réalisées.

Les prisonniers du groupe FTP rejoindront ceux du groupe des jeunes de Chelles, rue des Saussaies et seront massacrés le soir du 16 août à la cascade du bois de Boulogne. Le chef du groupe de Chelles, le docteur Blanchet, sera abattu près des locaux de la Gestapo, avenue Foch. La veuve du lieutenant Birette rapporte que son mari a été transféré avenue Foch dans les locaux de la Gestapo pour être torturé car les allemands avaient compris qu'il était alsacien et parlait allemand, donc ils pouvaient l'interroger en allemand directement sans interprète et ils pensaient que sous la torture, il parlerait et donnerait des renseignements, surtout que sa famille était toujours en Alsace et pouvait donc servir d'otage et de moyen de pression. Il était aussi parmi les plus âgés et probablement faisait partie de l'encadrement de ces groupes. Des résistants camarades de Birette se sont précipités dans les locaux de la Gestapo avenue Foch dès la prise de ces locaux par les FFI et ils ont trouvé des prises de notes qui montrent que Birette n'avait pas parlé.

Lors du regroupement des corps dans la grange, les corps ont été pris en photo pour une identification ultérieure par les familles. La veuve du lieutenant Birette a reçu ces photos et elle les montra une fois à ses voisins membres de notre famille : le visage de Birette n'était plus reconnaissable après la torture. Est-il mort sous la torture ?

Les témoignages indiquent que le corps du capitaine chef du groupe des jeunes de Chelles, le Docteur Blanchet, a été jeté à côté du tas de cadavres à la cascade du bois de Boulogne. Il se peut que l'identité alsacienne de Birette ait été découverte rapidement tout simplement par le fait qu'il ait injurié en allemand des soldats allemands, ce qui serait amplement compréhensible ou qu'il ait donné des contres-ordres en allemand pour égarer les soldats qui les captureraient et qu'à partir de ce moment là, il soit séparé des groupes de résistants capturés et que ces derniers en aient perdus la trace. Il reste aussi l'hypothèse fort plausible que la présence d'un alsacien parlant allemand soit suspecte ou difficilement explicable à l'opinion publique parisienne et que son cas ait été mis de côté après ce massacre et la libération de Paris. Les cas des deux commandants de ces groupes, Jean Favé alias "Paris" qui réussira à s'évader avec beaucoup trop de chance et dont cette évasion sera suspecte dès la libération de Paris, l'assassinat de Blanchet en pleine rue avant d'arriver au siège de la Gestapo rue de la Pompe alors qu'il est séparé du groupe des résistants sera lui aussi suspect.

Il y a aussi l'hypothèse que lors de la détention rue Armaillé ou leur transfert avenue Foch, Birette et le responsable du groupe des jeunes de Chelles, Guy Hermery qui avait participé aux

discussions avec les prétendus agents britanniques pour fixer les 3 rendez-vous, ont pu discuter de la situation et que Birette s'est rendu compte de la bêtise que l'autre avait commise. A ce moment ce responsable s'est certainement rendu compte de sa méprise et qu'un homme comme Birette aurait pu lui dire qu'il n'était pas normal qu'un rendez-vous soit fixé au garage rue d'Armaillé par quelqu'un d'autre hors de Birette et de ses supérieurs directs qui avaient organisé avec succès les transports d'armes précédents dans Paris.

Dans la brochure de la Ville de Paris, il est indiqué que les résistants du second groupe sont restés prisonniers dans le gavage rue d'Armaillé jusqu'à leur départ en début de nuit vers la cascade du bois de Boulogne. Blanchet serait alors parti pour la rue de la Pompe avec quelques autres et Birette pour l'avenue Foch, deux sièges de la Gestapo à Paris. Rue de la Pompe, il y avait des auxiliaires français et avenue Foche que des allemands. Ce qui peut expliquer ces adresses différentes et que Birette soit interrogé en allemand par de plus hauts gradés de la Gestapo car il en savait plus que Blanchet sur les réseaux de résistance dans la région. Ensuite ils seraient revenus en camion retrouver leur groupe dans le garage ou l'hôtel d'à côté pour aller dans le bois de Boulogne. Blanchet était mort et Birette affreusement torturé et probablement incapable de se mouvoir.

Nous le répétons, Birette est l'un des fondateurs des groupes de Résistance-Fer dans l'est de Paris, dans le réseau Turma-Vengeance, il est camarade avec le docteur Henri Blanchet. Il a été sollicité en tout dernier lieu alors que le groupe était prêt pour partir. Il n'était pas au courant de ce qui s'était passé pour mettre en place cette opération. Lui et son groupe avaient été engagés dans une autre opération de transport d'armes et cette opération avait réussi. Il pouvait penser que cette seconde opération à laquelle il allait participer était aussi bien organisée que la première. Son épouse probablement plus au courant de la situation a dû le mettre en garde elle aussi, mais il est parti rejoindre ses camarades qu'il connaissait bien... sauf que Blanchet avant le départ ne lui a rien dit sur les menaces, les avertissements, les conseils de ne pas y aller d'Albert Bouteiller qu'il n'avait pas pris en compte et qu'en réalité lui, Charles Birette, remplaçait.

document :

Un témoin, Robert Israël, lui impute l'imprudence qui coûta la vie à tout le groupe. Originaire de Champs-sur-Marne et membre des Corps Francs Vengeance de Seine-&-Marne, Robert Israël (alias Paul) connaissait certains acteurs du drame, comme en témoigne un de ses écrits datés du 18 juin 1965 (commentaires sur la cérémonie commémorative du 6 juin 1964, au bois de Boulogne):«L'affaire du Bois de Boulogne, ce n'est pas cela(3). Un ambitieux(4), un imprudent(5) sont responsables. Un est mort.

[...]Pourquoi Blanchet n'a-t-il pas écouté et obéi, lorsqu'on lui a dit qu'il était impossible que 3 trois tonnes(6) d'armes devaient être à notre disposition. Aucun Résistant qui pratiquait la Résistance depuis 1941 ne voulait croire en ce miracle. Le 15 août à 17 heures, en compagnie de Petitdemange(7)([illisible] lieutenant), j'ai encore supplié Blanchet de ne pas partir, que cela ne pouvait être qu'un traquenard. Même supplication à celui qui avait contacté le soi-disant Canadien.»

Notes :

3 Rapport aux discours de la cérémonie.

4 Peut-être Jean Favé.

5 Il s'agit donc du docteur Henri Blanchet, comme semble l'indiquer le reste du texte, qui sera tué (indiqué mort plus loin).

6 Écrit ainsi, et souligné.

7 Lucien Petitdemange, de Vengeance.

fin du document.

Birette connaissait la filière de distribution d'armes volées à l'armée allemande et prisonniers dans les caves, ce qu'a du lui raconter Hemery et certainement aussi le jeune docteur Blanchet l'a convaincu du piège dans lequel ils étaient tombés. A ce moment là, Blanchet, conscient qu'il était le principal responsable de ce désastre à cause de son entêtement à vouloir récupérer des armes, a bien pu choisir de tenter une vaine évasion suicidaire pour échapper à la torture et choisir ainsi lui même la mort. Il s'est agité et il a été exécuté. (une autre version indique son exécution dans les locaux de la Gestapo rue de la Pompe). Les allemands ont pu l'abonner sur le trottoir pour le ramasser ensuite, son cas pour eux était moins important que celui de Birette qui parlait allemand et qui sous la torture pouvait donner des renseignements bien plus importants sur les réseaux FTP et communistes, sur Résistance-Fer et sa participation au bombardement de fin mars 1944.

Birette ne donna pas les noms des membres de son groupe qui avaient effectué le premier voyage et qui connaissaient la véritable filière de distribution des armes dans Paris. C'est une certitude vérifiée par ses camarades et transmise par eux à sa veuve. " Il n'avait pas parlé", c'était la seule fierté qui lui restait de son mari.

La responsabilité de la direction de la résistance parisienne.

Ces groupes de FFI bien encadrés connaissaient la question du transport d'armes et étaient déjà engagés dans ces opérations de distributions d'armes. Birette venait de réussir un transport d'armes avec son groupe. Ceci pose la responsabilité de la direction de la résistance parisienne et il est certain qu'aucun responsable n'aime endosser la responsabilité d'une pareille tragédie, d'où l'occultation des faits et la construction d'un mythe pour écarter tout lien entre ces fusillés et la direction de la résistance. Car au delà de ces fusillés, il y a le constat accablant et peu flatteur que la résistance était largement infiltrée par les services secrets allemands qui en fait, pouvaient décider eux-mêmes de ce que les résistants devaient faire : la preuve : cette capture et ce massacre du 17 août 1944.

Il faut établir la clarté sur un point important : ce garage de la rue d'Armaillé était-il une planque, une cache d'armes des FFI-FTP ou n'avait-il rien à voir avec l'organisation de la résistance ?

Pourquoi y-a-t-il eu encore un troisième groupe arrêté l'après-midi rue Leroux ? Pourquoi le commandement n'avait toujours rien compris et n'avait pas empêché la capture du 3ème groupe ? Vingt ans après les faits, l'incompréhension se lisait toujours sur le visage de cette veuve lorsqu'elle évoquait les circonstances de la mort de son mari. Dans ses mémoires, le colonel Rol-Tanguy, ne prendra qu'une demie ligne pour évoquer ce massacre de résistants à la cascade du bois de

Boulogne et il écartera toute responsabilité de la direction parisienne des FFI en indiquant qu'elle n'avait pas les moyens de contrôler tous ses réseaux de résistance qui sortaient de l'ombre pour s'armer. Un prétendu agent du SOE qui raconte à plusieurs groupes de résistants qu'il va distribuer des stoks d'armes livrés par Londres et la radio anglaise qui annonce qu'une rafle se prépare parmi les résistants et vous voudrez que le commandement des FFI dans Paris ne soit pas au courant ? Il y a de l'incurie dans l'air !

Les FTP communistes et Résistance-Fer venaient à peine de commencer la distribution d'armes et ce contrairement aux directives gaullistes, alors il reste la question insidieuse : un parti voulut-il briser de suite ces distributions d'armes et a-t-il utilisé l'ennemi pour arriver à cette fin, impossible à réaliser de son côté ? Un agent double même plutôt mauvais représente alors le meilleur larron pour une telle trahison car au départ l'adresse des caches d'armes de la résistance n'était connue que des seuls résistants et toutes ne furent pas découvertes par les nazis, loin de là ! L'invention de l'adresse d'une cachette d'armes par un agent double pour attirer des jeunes résistants est une chose, la trahison de l'adresse d'une cachette d'armes une autre. L'intervention du groupe de Draveil comme celui de Birette, peut signifier que le mouvement FTP cherchait à infiltrer un groupe catholique et probablement gaulliste certainement pour mieux le contrôler dans la perspective du soulèvement dirigé par le mouvement communiste, ce que la hiérarchie de ce lieutenant ne reconnaîtrait jamais, préférant oubliant ces péripéties des combats et les mettant au compte d'un manque de coordination et de direction des groupes de résistants entre les 12 et 19 août 1944.

La pire des hypothèses est qu'après avoir appris la capture des 2 groupes de résistants et pour alourdir encore la responsabilité des mouvements gaullistes qui ne voulaient pas d'un soulèvement de la Résistance, la direction communiste ait laissé partir le troisième groupe durant l'après-midi comme si le nombre de prisonniers ne suffisait pas. Il est possible que certains aient minimisé l'ampleur de la réaction allemande en n'imaginant pas le massacre qui allait suivre. Tout comme nous pouvons revenir à ce constat désolant d'une incurie totale au niveau de l'organisation de la résistance parisienne. Ou alors le choix de sacrifier des résistants du réseau Vengeance, réseau apolitique avec de jeunes recrues d'un mouvement chrétien, avec certes quelques résistants communistes, représentait-il alors un moindre mal plutôt que perdre des camarades communistes à l'intérieur de Paris ? Il y a bien eu des opérations militaires de la Résistance parisienne contrôlée par le parti communiste pour tenter de prendre le pouvoir dans la ville et pourquoi pas dans le pays libéré. Le Gouverneur militaire allemand de Paris, s'était plaint de devoir faire le sale boulot au sein de la Résistance parisienne pour éliminer certains groupes à la place des français.

Comment une telle direction pouvait-elle se rendre crédible auprès de l'état-major allié pour revendiquer une responsabilité importante dans la libération de Paris. Au contraire, pour éviter d'autres massacres et d'autres désastres pilotés par les services secrets allemands, il valait mieux faire entrer immédiatement dans Paris une division blindée, si possible française, pour protéger la population et prendre la place de la direction de la résistance, imposer une direction militaire des opérations pour écartier toute autre menace de trahison et de manipulation des mouvements de résistance. Mais clamer sur les toits que la résistance parisienne était désorganisée au point de se faire manipuler par les allemands n'était pas tolérable. Il fallait construire le mythe de la résistance forte et victorieuse et donc écartier et placer dans l'ombre ou l'oubli, ces événements tragiques qui menèrent au massacre de la cascade du bois de Boulogne.

Les familles des victimes et la population des villes touchées par ces morts n'ont jamais oublié ces événements. La plupart n'ont pas cherché à comprendre ce qui s'était passé, quelques uns ont persisté dans ce refus du silence et ont poursuivi leur quête de vérité pour comprendre toute l'étendue de la trahison source de ces massacres ainsi que l'importance des conflits internes à la Résistance.

Explications sur les conflits internes dans la Résistance en France par quelques dirigeants.

Aujourd'hui, nous pouvons proposer une réponse historique sur ces conflits internes à la Résistance en nous appuyant sur des documents établis et des témoignages d'anciens dirigeants de mouvements de la Résistance. Nous en reprenons ici deux.

premier document :

Au niveau de la coordination de l'action militaire de la Résistance en région parisienne, ce document indique que ce ne fut pas une tâche facile pour l'officier des Forces Françaises Libres envoyé par leur quartier général de Londres.

" Début février 1944, Pierre Sonnevile quitte le sous-marin la Curie et, après un court séjour à Alger nécessaire à son affectation au Bureau Central de Renseignements et d'Action de Londres (BCRAL), il arrive en Grande-Bretagne le 20 février. Il effectue rapidement quelques stages et, à la mi-mars, est nommé Délégué militaire de la région parisienne, chargé de coordonner l'action des mouvements de résistance et de les convaincre d'accepter les directives venues de Londres, notamment concernant la décentralisation du Comité militaire d'action (COMAC) créé par le Conseil national de la Résistance (CNR). A nouveau parachuté en France le 5 avril 1944, sous le pseudonyme d'"Equilatéral", il arrive le 15 à Paris et entre rapidement en contact avec les Délégués militaires des deux zones, avec le Délégué militaire national, Jacques Chaban-Delmas et avec les membres du COMAC. Il rencontre dans sa tâche d'unification du commandement militaire de la région parisienne de grandes difficultés dues au manque de moyens et aux désaccords entre la Délégation générale et le commandement FFI, d'une part, et le CNR et le COMAC d'autre part. Malgré les arrestations, "Equilatéral" parvient à organiser les opérations de la région parisienne conformément aux directives du général Koenig, commandant des FFI."

source : [Assistance et Cohésion entre Tous les Uniformes](#)

[[#ActUniformes](#)]vous invite à suivre le chemin de la mémoire :les compagnons de la libération

PIERRE SONNEVILLE ALIAS : Marco Polo - Equilateral - Pierre Cordier - Pierre Sauvel
Né(e) le 18 Janvier 1911 - Armentières (59280 NORD FRANCE) Décédé(e) le 09 Avril 1970 - Paris (75000 VILLE DE PARIS FRANCE) Compagnon de la Libération par décret du 19 octobre 1945
Les Unités / Réseaux / Mouvements d'appartenance du Compagnon : Minerve BCRA Réseau Marco Polo Curie DMR.

fin du document.

deuxième document :

" Les textes publiés par M. Kriegel-Valrimont ne concernent que la courte période pendant laquelle fonctionna le C.O.M.A.C. : 15 mai 1944- 28 août 1944, mais c'est au cours de ces cent cinq jours que se situa l'action militaire essentielle de la Résistance avec, comme épisode capital, la libération de Paris.

Entre les organisations civiles et militaires de la Résistance d'une part, et les organismes dirigeants de la France Libre et leurs représentants en France d'autre part, il y a dualité de structure, dualité de conception de la lutte armée et, sous-jacente mais fondamentale, dualité de perspective politique. En mai 1944, tous les mouvements de la Résistance, les partis politiques clandestins et les centrales syndicales hostiles à Vichy avaient réalisé, non pas l'unité, mais la coordination de leurs mouvements au sein du Conseil National de la Résistance qui avait adopté un programme d'esprit nettement progressiste.

Les formations militaires de la Résistance étaient également rassemblées au sein des Forces Françaises de l'Intérieur. Celles-ci se composaient alors des formations militaires du Mouvement de Libération Nationale, de celles des Mouvements autonomes de zones nord : C.D.L.R. (Ceux de la Résistance), Libération- Nord, O.C.M. (Organisation civile et militaire), C.D.L.L. (Ceux de la Libération-Vengeance); des F.T.P.F. (Francs-Tireurs et Partisans Français) ; des sections militaires de l'O.R.A. (Organisation de Résistance de l'Armée). Tous ces éléments n'ont pas fusionné. Leurs formations subsistent avec leur encadrement propre mais elles sont placées sous un commandement unique qui est exercé par l'état-major national et par les états-majors régionaux et départementaux des F.F.I.

Le 13 mai 1944, le C.N.R. décide la création du C.O.M.A.C.(Comité d'action militaire du C.N.R.). Cet organisme fait d'ailleurs suite au C.O.M.I.D.A.C. (Comité d'Action Militaire du Comité Central des mouvements) dont les attributions étaient assez mal définies et qui, n'émanant pas du C.N.R., n'avait pas une autorité suffisante. Au contraire, le C.O.M.A.C. dépend directement de l'autorité du C.N.R. et se voit conférer la qualité d'organisme de commandement suprême des F.F.I, en France.

Le C.O.M.A.C. est composé de trois hommes : Pierre Villon, représentant du Front National au C.N.R., militant du parti communiste; Maurice Kriegel-Valrimont représentant des mouvements de la zone sud ; il est également communiste mais son appartenance au parti communiste n'est pas encore connue de tous ses camarades de résistance. Le troisième membre du C.O.M.A.C., le comte Jean de Vogue, qui appartient à C.D.L.R., est un industriel, ancien officier de marine, très éloigné du communisme sur le plan politique et social ; mais son ardente volonté de combattre les Allemands avec le maximum d'énergie sans tenir compte d'aucune autre considération et de réaliser l'insurrection nationale avant l'arrivée des Alliés, pour laver la honte de juin 1940 le rapproche des communistes sans toutefois jamais lui faire perdre son indépendance à leur égard.

Le général Revers, représentant l'O.R.A., siège au C.O.M.A.C. en qualité de conseiller technique. Alfred Malleret, dit Joinville, lui aussi militant communiste, est nommé, dès les premières séances du C.O.M.A.C, chef d'état-major des F.F.I. , en remplacement du colonel de Jussieu, dit Pontcarral, arrêté par les Allemands.

Parallèlement, le Comité Français de Libération Nationale a désigné comme chef des Forces Françaises de l'Intérieur, le général Koenig qui siège, à ce titre, à l'état-major interallié. Il a pour représentants en France M. Jacques Chaban-Delmas, inspecteur des Finances, qui a le titre de D.M.N. (Délégué Militaire National), le général Ély, chargé de mission du général Koenig en France, M. Bourges-Maunoury, délégué militaire pour la zone sud, et un certain nombre de délégués militaires régionaux et départementaux.

Ce sont ces représentants du général Koenig qui disposent de l'armement et des fonds parachutés de Londres ainsi que des moyens de transmission et de communication avec Londres et Alger. Entre ces deux organisations, l'antagonisme sera permanent. Il portera essentiellement sur trois points : la direction effective des F.F.I. , la conception de la conduite de la guerre clandestine, le rôle des F.F.I. dans la libération du territoire et singulièrement dans celle de la capitale.

Cette dualité de commandement se poursuit jusqu'au 14 août 1944, date à laquelle un compromis intervint enfin entre le C.N.R. et la délégation du G.P.R.F., sur une base très proche des positions du C.O.M.A.C. Celui-ci se voyait en effet confirmé dans toutes ses attributions, notamment celle du commandement suprême des F.F.I. par délégation du général Koenig et il s'engageait à exécuter, par priorité, les ordres de ce dernier. Une procédure d'arbitrage du président du C.N.R. et du délégué général du gouvernement ou, à défaut d'accord entre ceux-ci, du bureau du C.N.R., était organisée pour trancher un désaccord éventuel entre les membres du C.O.M.A.C. ou entre le C.O.M.A.C. et le délégué militaire national. Elle n'eut jamais à fonctionner.

Mais l'antagonisme entre le C.O.M.A.C. et le général Koenig n'était pas seulement théorique. Dès avant le débarquement, le C.O.M.A.C. préconisait la distribution immédiate des armes parachutées et l'engagement de la guérilla pour harceler l'ennemi par de petites opérations multipliées. Les délégués militaires du gouvernement adoptaient, au contraire, une tactique attentiste : ne pas distribuer les armes avant d'engager l'action proprement militaire et ne pas entreprendre celle-ci avant le jour J du débarquement. Or, lorsque celui-ci survint le 6 juin 1944, le général Koenig adressa aussitôt à tous ses délégués militaires un télégramme leur enjoignant de « freiner au maximum l'activité de guérilla » en raison de « l'impossibilité actuelle d'effectuer le ravitaillement en armes et en munitions des F.F.I. ».

Le C.O.M.A.C. donne, au contraire, l'ordre de gêner au maximum l'activité de l'ennemi par de multiples opérations de guérilla et de préparer l'insurrection nationale « en appuyant la prise de pouvoir des Comités de Libération » dès que la désorganisation de l'ennemi le permet, même sans attendre l'arrivée des Alliés. C'est cette conception qui prévalut en fait, notamment à Paris, dans le centre et dans le sud-ouest de la France.

Enfin, lors de la libération de Paris, le C.O.M.A.C. unanime s'élève énergiquement contre les accords de trêve passés entre certains membres de la délégation du G.P.R.F. et le général allemand Von Choltitz, par l'entremise du Consul de Suède Nordling. Cette trêve, conclue le 20 août, devait d'ailleurs être rompue dès le 21, après avoir été désavouée par le C.N.R. Le 22 août, M. Chaban-Delmas déclare au C.O.M.A.C. : « Jusqu'à maintenant, j'ai joué un rôle de frein. Aujourd'hui, je vous le dis, nous devons nous battre. » Les partisans de la trêve avaient mis en avant quatre séries d'arguments : la victoire, que représentait pour la Résistance sa reconnaissance de facto par les

Allemands, la conservation par les Résistants des bâtiments publics, ce qui leur assurait la direction de la vie civile de la capitale, l'infériorité manifeste de la Résistance dans le domaine de l'armement, la crainte de devoir attendre encore longtemps l'arrivée des Américains qui avaient décidé de foncer vers l'est en négligeant Paris. Le C.O.M.A.C. soutenu par le C.N.R. avait, au contraire, estimé que le succès militaire emporté tout d'abord par la Résistance devait être exploité à fond et que la cessation de combat, décidée par une partie de la délégation qui laissait la voie libre aux Allemands pour évacuer troupes et matériel, était contraire au but affirmé des Alliés d'obtenir une capitulation sans condition. Au surplus, mesure d'ordre militaire, elle n'aurait pu être valablement décidée que par les autorités militaires et non par les autorités civiles.

Dans ses mémoires, le général de Gaulle indique également que la nouvelle de cette trêve lui fit « une désagréable impression » .

Or, il est incontestable que la raison déterminante, consciente chez les uns, subconsciente chez les autres, de toutes les mesures tendant à freiner l'action des F.F.I., résidait dans la crainte qu'éprouvait la majorité de résistants non communistes, de voir les communistes prendre le pouvoir à l'occasion des combats de la Libération. Les communistes avaient-ils réellement le désir de prendre le pouvoir en France à la faveur de la Libération ? Toute leur action politique, dans les semaines ultérieures, s'inscrit en faux contre cette thèse. Dans le partage du monde, effectué à Yalta, la France demeurait ainsi que toute l'Europe occidentale, hors de la zone d'influence soviétique. L'instauration de régimes communistes dans la partie du monde qui devait être occupée par les forces anglaises et américaines, aurait provoqué une violente répression de la part de celles-ci et peut-être entraîné la rupture entre les Alliés occidentaux et l'Union Soviétique, avant l'écrasement complet de l'Allemagne, ce qu'aucun communiste ne souhaitait.

Les communistes français nourrissaient alors deux objectifs : s'assurer dans la France nouvelle le maximum de positions, non pas en vue d'une révolution communiste mais d'une rénovation démocratique de la France. Ils envisageaient notamment de faire des F.F.I, l'ossature de l'armée nouvelle. Ils entendaient aussi contribuer à préserver l'indépendance de la France à l'égard de ses alliés anglais et américains. Cette seconde préoccupation rejoignait les vues professées par le général de Gaulle qui, de son côté, savait qu'il ne pouvait pas alors gouverner la France sans l'appui de la classe ouvrière en majorité communiste. Aussi, l'entente s'établit-elle facilement entre eux. Déjà à Alger, les communistes participaient au gouvernement provisoire : à Paris, ils continueront à faire partie des deux gouvernements présidés par le général de Gaulle jusqu'à son départ spontané du pouvoir en janvier 1946.

Aussi, après avoir vu leurs conceptions militaires triompher dans la lutte clandestine et dans les combats de la libération — parce qu'elles étaient les mieux adaptées aux conditions de la lutte à cette époque — les communistes s'inclineront-ils lorsque, dès le 28 août 1944, le général de Gaulle prit la décision de dissoudre les organismes supérieurs du commandement et les états-majors des forces de l'intérieur. C'est sur cette décision que se termine, sans un mot de commentaire, l'ouvrage de M. Kriegel-Valrimont. Cette fin abrupte ne manque pas de dégager une impression de tristesse et d'amertume chez un homme qui avait déployé avec succès tant d'énergie pour donner aux F.F.I, une vie autonome. — Pierre Stibbe

source :

https://www.persee.fr/doc/AsPDF/ahess_0395-2649_1965_num_20_2_421808_t1_0406_0000_2.pdf

Des articles de presse apportent d'autres précisions sur le massacre des résistants le 17 août 1944.

article du Nouvel Observateur : Les fusillés de la cascade

Le 16 août 1944, 35 jeunes résistants venus prendre livraison d'armes sont arrêtés, torturés puis fusillés dans le bois de Boulogne par les nazis. Histoire d'un guet-apens.

C'est Jean-Louis Trintignant qui, dans le film «Paris brûle-t-il?», joue le traître qui a piégé trois réseaux de résistants pour les livrer à différents bureaux de la Gestapo du 16^e arrondissement. Arrêtés dès le lieu de rendez-vous, devant le Luna Park qui existait alors porte Maillot, 35 jeunes résistants, étudiants, cheminots, ouvriers, instituteurs, venus prendre livraison d'armes pour participer à la libération de Paris, ont été fusillés dans la nuit du 16 août 1944 au bois de Boulogne. On leur avait promis «des tonnes d'armes» et ils étaient venus nombreux: le responsable FFI de Chelles (Seine-et-Marne) avait rassemblé 21 camarades issus des FTP, du Mouvement de Libération nationale et d'autres sensibilités. Les Jeunes chrétiens combattants (JCC) étaient venus à 11, notamment tout le groupe de la paroisse Saint-Marcel dans le 13^e arrondissement. Enfin, l'Organisation civile et militaire (OCM) avait envoyé 3 jeunes, dont le responsable régional. Tous brûlaient de se battre les armes à la main. Le même jour, 7 autres résistants, venus de Draveil (Essonne), tombaient dans le même piège. Un dernier groupe, prévu pour le lendemain, y échappait de peu après une annulation de dernière minute. Qui était le traître qui avait réussi à monter une opération aussi meurtrière? La question continue d'agiter les esprits, notamment à Chelles, qui a perdu dans cette opération la plupart de ses chefs de réseau.

Deux procès, qui se sont tenus à la Libération, permettraient de reconstituer complètement le piège. Mais ils sont protégés pendant cent ans. Exceptionnellement, les Archives nationales pour l'un, les archives militaires pour l'autre, entrouvrent leurs cartons pour un chercheur ou un simple curieux. Christian Bernard, fils et neveu de deux des fusillés du bois de Boulogne, est de ceux qui ont plongé dans ces archives. Pierre Bourget, auteur d'un livre sur la libération de Paris (1), aussi. Et ils ont mis au jour une formidable machination.

Tout tourne autour d'un certain Alexandre. En fait, en ces temps de clandestinité, «Alexandre» jongle avec les identités. Francophone, il se fait parfois appeler «Comte de Marcheret». Ou «Marcheret d'Eu Glebb». Anglophone, il est «Captain Jack». Malgré «ééètres» ce Guy Marcheret n'est dans un premier temps qu'un petit indicateur qui vendait des ragots politiques à la police allemande. C'est un officier de l'Abwehr qui va lui inventer un rôle à la mesure de ses ambitions.

Ce qui intéresse l'officier allemand du renseignement, Karl Rehbein, c'est la parfaite maîtrise de l'anglais de Marcheret : il va en faire un faux agent de l'Intelligence Service(IS).

Karl Rehbein, lui-même agent double de profession, est en contact avec un résistant –un vrai–, Wigen Nercessian, qui aidait des Russes à passer en Espagne. Nous sommes fin juillet 1944 et la Résistance cherche désespérément des armes et des munitions pour organiser le soulèvement de Paris. Et c'est fin juillet 1944 que Karl Rehbein présente «Captain Jack» à Nercessian. *«Le capitaine Jack parlait un anglais très pur, avec un léger accent oxfordien, témoignera Nercessian(2). Il se faisait fort de nous trouver rapidement des armes par l'intermédiaire de l'Intelligence Service et il me questionna sur le nombre de résistants qui en prendraient livraison: il était souhaitable qu'ils fussent nombreux, afin que le chargement se fasse vite, ce qui me parut raisonnable.»*

Un second rendez-vous a lieu «le 10 ou le 12 août» dans un café de la place du Théâtre-Français. Nercessian s'y rend avec deux chefs de réseau de la région parisienne : Jean Favé, responsable FFI de Chelles –qui coordonne une centaine de résistants de Seine-et-Marne, notamment ceux de la gare de triage de Vaires. Et Guy Hemery de Clamart, qui a repris la lutte après une évasion en 1943, en contact avec deux autres réseaux, les JCC et l'OCM. «Le capitaine Jack faisait figure d'organisateur de l'expédition, raconte Nercessian. Les résistants fourniraient des camions et des hommes, les agents de l'IS à Paris les armes et, par précaution, Jack ferait venir d'autres camions au lieu de rendez-vous. Un rendez-vous fut pris pour le 15 août, puis aussitôt remis à la suite d'un certain flottement au 16 août.»

A la hâte, les résistants se procurent des véhicules et de l'essence, denrée rare à l'époque. Le groupe de Chelles mobilise un camion de déménagement –celui de l'entreprise Seigneur– et son chauffeur «Coco». Ainsi que l'ambulance municipale et l'employé qui la conduisait habituellement, Gabriel Verdier, 42ans. C'est de loin le plus âgé de l'expédition. Le responsable militaire des JCC, Bizet (en fait François Bellanger), dégotte un camion –qui tombera en panne avant d'arriver au rendez-vous. Quant à Guy Hemery, le responsable de l'OCM, il arrive à vélo de Clamart. C'est d'ailleurs ce vélo qui servira à Captain Jack pour faire la liaison entre les groupes qu'il va traiter l'un après l'autre.

Parti à 7 heures du matin de la pointe de Gournay, le groupe de Chelles est pile à l'heure au rendez-vous du Luna Park. Ils ne sont pas armés, comme convenu. Le convoi se dirige rue d'Armaillé, toute proche, au garage où doit avoir lieu la livraison. Là, les véhicules sont immédiatement cernés par des Allemands en armes qui arrêtent tout le monde.

Le groupe des JCC est légèrement en retard, à cause de la panne de son camion gare de l'Est, qui arrive à 11h30 avec quatre résistants armés à son bord. Guy Hemery leur fait déposer les armes à la demande de Captain Jack. Et tous, vélos compris, montent dans un camion fiable mis à disposition par le chic capitaine. Une survivante, Michèle Boursier (Diane de son nom de résistante), raconte: «Nous roulons peu de temps, quelques minutes peut-être. Soudain nous entendons des rafales de mitraillette: on tire sur le camion. Le véhicule s'arrête, nous entendons vociférer des "Raus", la bâche est soulevée et nous voyons alors des Allemands armés de mitraillette autour du camion. Ils nous font aligner bras levés le long d'un treillage: je crois reconnaître l'avenue de Salonique.»

Le premier groupe est emmené à la Gestapo de la rue des Saussaies, le second à celle de la rue de la Pompe. Pendant ce temps, Captain Jack rejoint à vélo le groupe de Draveil à qui il a donné rendez-vous place Victor-Hugo. Ils arrivent à 15 heures, sont guidés vers la rue Leroux où ils sont accueillis par les mitraillettes allemandes. Au total, c'est donc 42 fusillés qui seront rassemblés dans une chapelle ardente de fortune, rue Chardon-Lagache.

Le 17 août à 5 heures du matin alors que les corps sont découverts au bois de Boulogne, Marcheret –alias Captain Jack– quitte Paris pour l'Allemagne. Arrêté au Danemark, il sera fusillé le 20 décembre 1949 au fort de Montrouge. Karl Rehbein, lui, bénéficiera d'un non-lieu le 23 décembre 1950 en tant qu'«officier en service». Catherine Erhel

(1) «Paris, année 44», Editions Plon, 1984.

(2) Déclarations au procès de la Gestapo de la rue de la Pompe, qui a eu lieu du 28 mars au 2 avril 1949 (Archives nationales), citées dans l'ouvrage de Pierre Bourget.

Catherine Erhel

Amère libération à Chelles.

Jean Favé et le docteur Blanchet étaient les deux responsables de l'expédition de Chelles. Jean Favé réussit à s'évader de l'hôtel de Chevreuse, où ils étaient interrogés par des officiers allemands. Survivant, il a été en butte aux soupçons : n'y a-t-il pas eu une trahison interne ? Incarcéré pendant trois ans à la prison de Fresnes, Favé sera blanchi par un non-lieu en 1948 et réhabilité dans ses grades de résistant. Mais sur le moment, les passions étaient si vives que le Comité local de Libération de Chelles a fait exhumer le 1er octobre 1944 le corps du docteur Blanchet pour prouver qu'il n'était pas en fuite. Le comité était présidé par sa veuve.

Catherine Erhel [lien vers cet article](#) : Le Nouvel Observateur, août 2004

Les 35 fusillés du Bois de Boulogne PARIS (AFP), le 22-08-2004

Le 16 août 1944, à la nuit tombée, 35 jeunes résistants, partis à la recherche d'armes pour le soulèvement parisien qui doit être déclenché quelques jours plus tard, sont fusillés par les Allemands à la cascade du bois de Boulogne.

Rappelant les "brutalités" auxquelles se livrèrent les Allemands et "que ne justifiait aucune nécessité militaire", Adrien Dansette écrira dans son "Histoire de la Libération de Paris" : "à la veille de l'insurrection parisienne, le bruit s'est répandu qu'on avait retrouvé au bois de Boulogne, près de la cascade, les cadavres de 35 jeunes gens mitraillés et achevés à la grenade".

Agés de 17 à 22 ans, la plupart appartenaient aux FFI (Forces françaises de l'intérieur) et FTP (Francs-tireurs et partisans) de Chelles (Seine-et-Marne) et des environs. Les autres étaient membres des Jeunes chrétiens combattants de la région parisienne ou de l'Organisation civile et militaire de la jeunesse (OCMJ).

Les jeunes chrétiens, qui avaient eu vent d'une possibilité de se fournir en armes, étaient entrés en contact avec un prétendu "capitaine" anglais, se présentant comme un officier de l'Intelligence Service.

Sans méfiance, ils proposent à d'autres groupes de résistants de partager ces armes venues de Londres et tous se rendent au lieu de rendez-vous fixé, porte Maillot, le 16 août 1944.

Les 35 résistants ne se doutent pas du guet-apens que va leur tendre un agent français de la Gestapo, un certain Marcheret.

Amenés dans un centre de la Gestapo, rue des Saussaies, ils sont livrés à des soldats de la Wehrmacht et à des policiers en civil. A la nuit tombée, on les conduit près de la cascade du bois de Boulogne. Ils sont abattus au fusil-mitrailleur, au moment même où ils descendent du camion, avant d'être achevés à la grenade.

Un de leurs chefs, le docteur Blanchet, avait été assassiné un peu plus tôt près de l'avenue Foch : son corps sera jeté sur les cadavres de ses camarades.

Dans la même nuit, sept résistants du même groupe, victimes d'un piège semblable, sont exécutés dans un autre siège de la Gestapo, rue Leroux.

Au total, quarante-deux résistants, issus d'univers sociaux et politiques très différents, trouveront la mort au cours de cette nuit d'été.

Arrêté après la Libération, Marcheret sera condamné à mort et fusillé le 20 décembre 1949. Huit autres gestapistes français seront condamnés à la peine capitale par le tribunal militaire de Paris en décembre 1952.

fin du document.

Remarque du 1/06/2007 :

suite à la cérémonie organisée au monument des résistants de la cascade du bois de Boulogne par le nouveau président de la république lors de son investiture, plusieurs personnes ayant été liées à ces évènements tragiques d'août 1944 se sont manifestées auprès d'un [webmaster et historien de la libération de Paris](#) avec lequel nous sommes en relation. Ces personnes souhaitent raconter ce qu'elles n'ont pas voulu dire jusqu'ici et elles indiquent qu'elles ont des révélations à faire. Nous verrons que ces interventions servent surtout à discréditer la résistance communiste de Paris et de sa banlieue au prétexte que ces résistants cheminots pour nourrir leurs réseaux, pillaient les wagons à la gare de triage, ce qui était connu publiquement et faisait ainsi courir un risque important de représailles sur la population civile. De plus, ces résistants ne partageaient rien avec les habitants du quartier. Evidemment ils avaient assez de camarades à nourrir et aider dans la région. Bref, l'éternel conflit entre celles et ceux qui luttent et celles et ceux qui veulent avant tout rester passifs et ne pas se mêler de questions dont ils ont peur ou pire, dont ils sont parfaitement indifférents.

Les cicatrices du passé

Juste à côté de la cascade du Bois de Boulogne, un arbre porte les cicatrices de l'histoire...

Les marques des balles sont encore bien visibles sur l'écorce de cet arbre sur lequel 35 jeunes résistants ont été attachés pour ensuite être fusillés par les Allemands, les 16 et 17 août 1944. Cette information est contradictoire avec le récit des textes ci-dessous qui parlent de massacre à la mitrailleuse et à la grenade pour les martyrs de Chelles. Y aurait-il eu 2 groupes exécutés la même nuit ou un la nuit et l'autre le matin, ce dernier étant fusillé attaché à l'arbre ? Ce deuxième groupe moins nombreux serait celui qui avait été horriblement torturé par la Gestapo et dont a fait partie Charles Birette ?



Autres documents.



24 Août 2002 - POLITIQUE

LIBERATION

Paris, 16 août 1944. Cascade du bois de Boulogne.

Tragédie d'une nuit d'été.

<http://www.humanite.presse.fr/journal/1997/1997-08/1997-08-18/1997-08-18-039.html>

La veille de l'insurrection parisienne, trente-cinq jeunes gens, en quête d'armes libératrices, tombent dans un piège. Gestapo, Abwehr ? Quelques questions restent sans réponse.

Ce qu'il aura fallu de souffrances et de deuils pour qu'enfin Paris se libère du joug nazi, pour que la France recouvre sa liberté et son indépendance, un épisode particulièrement tragique de l'histoire de la Résistance le résume. Il s'agit du massacre, au cours de la nuit du 16 au 17 août 1944, à la Cascade du bois de Boulogne, lieu à l'origine conçu par Napoléon III pour la promenade et la détente (1), de trente-cinq jeunes partis à la recherche d'armes, avec au cour l'espoir de participer aux combats libérateurs. Dix jours après le drame, le général de Gaulle descendait les Champs-Élysées. La nouvelle du carnage, à une époque qui en connut tant d'autres, se propagea. Il y avait quelque chose de significatif dans cet événement. Dans le premier ouvrage entièrement consacré à

cette période, Adrien Dansette, évoquant les " brutalités " auxquelles se livrèrent les Allemands et " que ne justifiait aucune nécessité militaire ", pouvait écrire : " · la veille de l'insurrection parisienne, le bruit s'est répandu qu'on avait retrouvé au bois de Boulogne, près de la cascade, les cadavres de trente-cinq jeunes gens mitraillés et achevés à la grenade " (2).

La tragédie de cette nuit d'été est aussi évocatrice du niveau d'unité auquel était parvenue la Résistance. Les trente-cinq jeunes martyrs étaient pour les uns des FFI (Forces françaises de l'intérieur) de Chelles, en majorité des FTP (Francs-tireurs partisans), pour les autres des membres de l'Organisation civile et militaire (OCM), pour d'autres encore, des Jeunes chrétiens combattants de Paris et de Clamart. Très actifs, ceux-ci étaient en liaison avec l'abbé Borme, engagé, avec les prêtres de la conférence Saint-Vincent-de-Paul (13^e arrondissement de Paris), dans la lutte contre l'occupant. On a longtemps pensé que ces jeunes chrétiens avaient eu écho d'une possibilité de se fournir en armes, seraient entrés en contact avec un certain Marcheret se prétendant envoyé par Londres, qui s'avéra être un agent de la Gestapo. Désireux de partager les armes libératrices avec d'autres groupes de jeunes, ils leur auraient fait partager leur triste sort. Sur le fond, l'explication n'est pas remise en cause : les jeunes résistants ont bien été victimes d'un agent infiltré. Pourtant, au cours de la cérémonie organisée, le 18 août dernier, sur les lieux mêmes du massacre, on a pu faire état de l'enquête récemment menée sur ce drame par l'historien Adam Rayski (3). Elle fait apparaître des éléments nouveaux. Selon lui, ce serait par l'intermédiaire évidemment involontaire d'une connaissance de l'abbé Borme, en l'occurrence Sabine Zatlin, alias " Jeanne ", résistante célèbre puisqu'il s'agit de l'ancienne directrice du refuge pour enfants d'Izieu, que le piège aurait pu être mis en place. " Jeanne ", dont le mari était déporté alors qu'elle-même était activement recherchée, aurait été en contact avec un certain " Alexandre ", agent des services de renseignement anglais. " Alexandre ", dont le dossier, d'abord annexé au seul rapport de police consacré, à notre connaissance, à cette affaire, a disparu, aurait travaillé sous les ordres d'un nommé Charles Porel (dit parfois Borel), de son véritable nom Karl Rehbein, officier de l'Abwehr, le service de contre-espionnage allemand.

Qui plus est, selon Adam Rayski, ce Porel avait pour compagne une jeune femme appelée Lydia Tscherwinska, dite " Katherine ", connue de " Jeanne ". Porel, enfin, dont le supérieur n'était connu que sous le pseudo de " Capitaine ", se serait, au cours des mois de mai et de juillet, notamment à Marseille, Toulouse et Paris, employé à faire tomber un réseau de jeunes résistants : " l'Armée juive ". Adam Rayski ne mentionne pas, dans son compte rendu d'enquête, l'existence d'un Marcheret. L'hypothèse a été avancée selon laquelle il se serait agi du " Capitaine " (?)... Quoi qu'il en soit, l'existence de Marcheret est confirmée par des témoins de l'époque. Ils précisent que le Marcheret en question, contrairement à ce que l'on a longtemps cru, a été châtié : condamné à mort le 2 avril 1949, il aurait été exécuté le 20 décembre de la même année... Quant à Charles Porel et à sa compagne, ils furent arrêtés. Voici ce qu'écrit à leur sujet Adam Rayski : " Le procès de Charles Porel (Karl Rehbein), de Lydia Tscherwinska et des gestapistes français s'est ouvert devant le tribunal militaire de Paris, le 20 novembre 1952. Sur le banc des accusés, une femme et treize hommes, dont Georges Guicciardini et ses deux fils qui avaient à peine vingt ans. Le cas Rehbein (Porel) a été dissocié, parce qu'" officier allemand en service ". Quant à Tscherwinska, elle a été relaxée, le tribunal ayant considéré qu'il n'existait pas de preuves suffisantes prouvant qu'elle connaissait le véritable rôle de son amant. Le tribunal a rendu son verdict le 23 décembre en prononçant huit condamnations à mort et sept autres par contumace.

On le voit : des questions restent posées. Il y a matière à de plus amples recherches. Le thème du concours scolaire de la Résistance et de la Déportation sera, en 2003, " La jeunesse dans la Résistance ". Raison de plus pour ne pas oublier les trente-cinq de la Cascade.

Jean Morawski

Lire Historia n° 668, août 2002.

Adrien Dansette, Histoire de la libération de Paris, librairie Arthème Fayard, 1947.

Adam Rayski : la Lettre des résistants et déportés juifs, N° 53-54, septembre-octobre 2001. Lire aussi, du même auteur, le Choix des juifs sous Vichy, préface de François Bédarida, Editions la Découverte, 1992.

Page réalisée par Intern@tif - Mercredi 28 Août 2002

Commémoration des Martyrs de la Cascade

DISCOURS DE SERGE GOUTMANN, ADJOINT AU MAIRE DE CHELLES

dimanche 18 août 2002, par [Serge Goutmann](#)

<http://www.humanite.presse.fr/journal/2002/2002-08/2002-08-24/2002-08-24-020.html>

Dans la nuit du 16 au 17 août 1944, trente-cinq jeunes résistants (dont quatorze FTPF de Chelles) trouvaient la mort dans un terrible guet-apens, à quelques jours de la Libération de Paris. Voici le texte de l'intervention prononcée par Serge GOUTMANN, Adjoint au Maire de Chelles, à l'occasion de la cérémonie commémorative, tenue ce Dimanche 18 Août 2002

"Passants, respectez ce chêne : il porte les traces des balles qui ont tué nos martyrs"...

Nous voici réunis - mesdames, mesdemoiselles, messieurs, amis et camarades -, nous voici réunis, comme chaque année à la même époque, au pied de l'écrêteau qui porte ces mots terribles, pour nous recueillir à la mémoire des trente-cinq jeunes résistants tombés ici-même dans la nuit du 16 au 17 août 1944, il y a donc cinquante-huit ans déjà...

Comme il me revient l'honneur et la charge d'introduire cette cérémonie, permettez-moi de resituer en quelques mots le contexte et les faits qui nous rassemblent - peut-être de façon un peu plus précise (et donc un peu plus longue) que je n'ai eu l'heur de le faire jusqu'à présent lors des précédentes commémorations (et je vous prie par avance de bien vouloir m'en excuser). Mais des éléments nouveaux, dûs principalement aux recherches patientes de l'historien de la Résistance Adam Rayski, me permettent de rendre compte de façon plus précise du tragique enchaînement qui a conduit nos héros à la mort.

En ce mois d'Août 1944, après d'interminables années d'occupation, de terreur et de privations, Paris et sa région bruissent enfin d'un nouvel espoir, après l'annonce du débarquement des forces alliées en Normandie et de leur avancée vers Paris, tandis que le front russe a reculé pour sa part de Stalingrad jusqu'au-delà des frontières de la Prusse, et que les colonnes venues d'Afrique remontent maintenant l'Italie, la Corse et le Sud de la France.

Mais une terrible question se pose aux réseaux de résistance qui dès 1943 - et même avant, suite à l'appel du Général de Gaulle du 18 Juin 1940 et à celui de Maurice Thorez du 10 Juillet 1940 également - oeuvrent dans l'ombre, la plupart du temps, mais aussi sous la lumière des balles et des actes de sabotage qui se multiplient pour bouter l'occupant nazi hors de France.

L'historique question qui se pose en ce mois d'Août 1944 à toutes les organisations de résistance regroupées alors sous le sigle générique des F.F.I. est la suivante : Faut-il laisser les armées alliées contourner Paris pour hâter leur marche vers le Rhin - ainsi qu'en était le plan - au risque de voir la capitale dépecée, voire totalement détruite par les forces apeurées du Général Von Choltitz / ou faut-il lancer d'ores et déjà la grande insurrection populaire, permettant par la suite au Général de Gaulle d'évoquer "Paris par soi-même libéré"... ? On mesure l'enjeu de cette question pour toute la suite de l'Histoire, et l'on peut apprécier l'intelligence historique du Comité Parisien de Libération lançant effectivement l'insurrection.

Voici ce qu'en dit le général américain Bradley : "Paris n'avait aucune signification tactique. En dépit de sa gloire historique, Paris ne représentait qu'une tâche d'encre sur nos cartes ; il fallait l'éviter dans notre marche sur le Rhin".

Et voici ce qu'en a dit le général Eisenhower lui-même : "Les FFI et l'insurrection parisienne nous ont forcé la main". No comment.

C'est donc dans ce climat fébrile, emprunt d'espoir et d'exaspération, mais aussi de grand esprit de responsabilité, que venus des faubourgs et des banlieues, les réseaux de résistance se mettent âprement à rechercher les armes qui font alors cruellement défaut.

C'est ainsi que de jeunes responsables de la Jeunesse Catholique Combattante et de l'O.C.M. - Organisation Civile et Militaire de la Jeunesse Chrétienne - entrent en contact, par l'intermédiaire de l'Abbé Borme, de la Conférence Saint-Vincent-de-Paul du XIIIème arrondissement (très liée à la Jeunesse Catholique Combattante) et d'une infirmière de la Croix-Rouge : une certaine "Jeanne", plus connue sous le nom de "Dame d'Izieu", autrement dit l'ancienne directrice de la Maison des Enfants Réfugiés de l'Ain... "Jeanne", de son vraie nom Sabine Zlatin, activement recherchée par la Gestapo, et dont le mari avait déjà été déporté... Ils entrent en contact avec un dénommé Charles Porel, qui se fait passer pour un émissaire de Londres, agent de l'Intelligence Service susceptible de leur procurer des armes. Ce Charles Porel s'avèrera par la suite être en réalité un agent de l'Abwehr, du nom de Karl Rehbein. Celui-ci sera jugé en Novembre 1952, ainsi que quatorze gestapistes de nationalité française, protagonistes de près ou de loin du terrible get-apens conclu ici-même.

Je ne sais pas, on ne sait pas si le gestapiste français du nom de Marcheret, désigné comme le commanditaire de l'ensemble de l'opération, figurait ou non au banc des accusés. L'on se souvient que lors d'une cérémonie commémorative tenue ici-même il y a quelques années, le regretté Albert

Ouzoulias (alias Colonel André dans la Résistance, ancien Commandant en Chef des Francs-Tireurs et Partisans d'Ile-de-France et membre du Comité Parisien de Libération, mais aussi longtemps Président de notre Comité du Souvenir des Martyrs de la Cascade) nous indiquait que le dit Marcheret coulait des jours heureux en Allemagne. A vérifier...

Toujours est-il que nos résistants de Paris et Clamart, tout fiers d'avoir dégoté cette filière, informent quelques-uns de leurs camarades FFI de Draveil ainsi qu'un groupe Francs-Tireurs et Partisans de Chelles ; ils les invitent à se joindre à eux pour se rendre aux différents points de rendez-vous fixés pour prendre possession des armes leur permettant de prendre part au combat libérateur :

Rue Troyon, dans le XVIème, pour le groupe des Jeunes Catholiques Combattants de Paris, Avenue de la Grande Armée pour le groupe de l'O.C.M. Rue d'Armaillé, toujours dans le XVIème, pour le groupe FTP-FFI de Chelles.

Le piège se referme alors : le groupe de Chelles est emmené dans un garage Rue d'Armaillé où les attendent des SS en armes. Les jeunes de l'OCM, de Paris et de Draveil sont regroupés dans des camions qui les attendent Porte Maillot, puis emmenés Place des Ternes où se découvrent des SS et des gestapistes français. Tous sont ensuite emmenés de force dans divers sièges de la Gestapo à Paris : Rue des Saussaies, Avenue Foch et Rue Leroux, où ils sont torturés.

Le 17 Août au matin, on retrouvera les corps inanimés de sept résistants au pied de l'immeuble de la Gestapo au 10 de la Rue Leroux. Les autres, au nombre de trente-cinq, seront emmenés au cours de cette même nuit du 16 au 17 Août, dans cette clairière où nous nous trouvons, et abattus au fur et à mesure qu'on les fera descendre des camions, à la grenade et à la mitrailleuse.

Les corps affreusement mutilés sont découverts le 17 au matin par un moniteur de l'Ecole des Cadres de Bagatelle. Les familles et les proches sont informés du drame et viennent reconnaître les corps. Les corps non réclamés sont inhumés collectivement le Samedi 19 au cimetière de Bagneux. Pour ce qui concerne le groupe chellois, les obsèques ont lieu le Dimanche 20. Pratiquement toute la population participe aux obsèques, et défile sous les yeux même d'officiers allemands croisés le long de l'avenue rebaptisée depuis Avenue de la Résistance. Du cortège montent de plus en plus clairement des cris : "Assassins, assassins..."

Malheureusement, la ville de Chelles n'en avait pas encore fini avec la folie meurtrière de l'occupant. Quelques jours plus tard seulement, le 25 Aout 1944, alors même que les cloches de Notre-dame fêtaient la libération de Paris, treize autres victimes innocentes étaient prises en otage par l'armée allemande en déroute et sauvagement fusillés devant les murs de la Mairie de Chelles. La plus jeune de ces victimes n'avait que 16 ans : c'était le propre frère de Roland Verdeaux, l'un des martyrs de la Cascade dont nous honorons aujourd'hui la mémoire.

Voici donc les faits - ou du moins une partie - tels que l'Histoire ne les a pas oubliés, et qui nous rappellent tout à la fois ce que furent la violence et la barbarie d'un occupant désemparé par l'imminence de sa défaite, et capable de ce fait des folies les plus meurtrières, mais aussi le courage et l'abnégation de jeunes résistants prêts à risquer leur vie pour sauver la France et leur dignité d'homme.

Permettez-moi, pour terminer ce propos, de vous soumettre quelques courtes réflexions sur la portée historique de ces tragiques événements, sur le sens que nous pouvons leur accorder cinquante-huit ans plus tard.

Autrement dit, à quoi servent les commémorations ? Qui sommes-nous et pourquoi nous retrouvons-nous pour nous recueillir chaque année en cette clairière ?

D'abord pour fustiger sans merci l'horreur ignominieuse de tels actes, pour exciper le dégoût que nous inspire l'évocation de la sauvagerie nazie. Aucune trace de nationalisme revanchard ni de rancune dépassée dans cette évocation. Car en disant "plus jamais ça !", nous condamnons dans le même temps et sans appel toute forme de violence commise au nom d'idéologies permettant de s'arroger le droit d'ôter la vie à d'autres êtres humains. Nous parlons là bien sûr des attentats qui frappent aveuglément, et plus que jamais, d'innocentes victimes civiles en divers points de la planète ; mais nous parlons aussi de la violence organisée, de ce que l'on appelle de façon impudique les "dégâts collatéraux", de la logique de la "cannonnière" qui meurtrit aujourd'hui encore peuples et nations...

Des millions d'hommes et de femmes de par le monde sont aujourd'hui encore confrontés à la violence, à l'oppression, au colonialisme, aux attentats aveugles, aux atteintes aux droits de l'Homme. Ce n'est pas et ce ne sera jamais notre conception de l'humanité.

La deuxième raison qui nous rassemble ici, c'est l'attachement à la vérité historique. On sait les dérives qui menacent les peuples et les nations dès lors que l'oubli s'installe, que l'histoire se voit réécrite - ou tragiquement répétée - et que les suprématies raciales, politiques ou idéologiques se nourrissent du désarroi des âmes faibles pour appeler au rejet de l'autre. Notre planète se voit encore continûment secouée par des poisons qui ont nom intégrisme, racisme, fanatisme, négationnisme ou nationalismes exacerbés...

Dans notre propre pays - comme malheureusement dans d'autres pays tout proches, y compris au sein de la Communauté Européenne, comme l'Autriche, l'Allemagne ou l'Italie -, il se trouve encore et toujours des gens, des courants et des mouvements avec pignon sur rue pour minimiser les traumatismes de l'Histoire, pour tenter de justifier les thèses insoutenables de l'inégalité raciale, du "détail de l'Histoire", de la purification ethnique ou de l'innéisme social.

Qu'il s'agisse donc de la funeste montée de l'intégrisme et des populismes de tous poils, de la persistance des révisionnistes à nier la Shoah, ou de la difficulté que l'on rencontre encore aujourd'hui à lever officiellement le voile sur certaines périodes de notre histoire (sombre période de la collaboration ou torture en Algérie...), force est de concevoir que le "travail de mémoire et de vérité" s'impose tout à la fois comme une nécessité et comme un combat. Encore faut-il le mener, continûment pour soi-même et pour les autres...

Nous nous retrouvons également - troisième raison - pour rendre un hommage solennel et de portée universelle au courage et à l'ardeur patriotique des jeunes héros de la Résistance tombés en cette clairière. Malgré l'âpreté de la période et l'incertitude des rendez-vous, les trente-cinq de la Cascade n'hésitèrent pas une seconde à risquer leur vie pour contribuer au combat libérateur.

Voici ce qu'en dit, quelques jours seulement après le drame, Madame Blanchet, veuve du Docteur Blanchet, mort ici-même après avoir conduit le groupe chellois à son funeste rendez-vous : "D'aucuns diront que ce qui a été fait par la Résistance est peu de chose. Il me serait très facile de leur répondre qu'il ne tenait qu'à eux de faire plus et mieux ; nous aurions été très heureux de les applaudir. D'autres diront que les gestes et les actes de notre Comité ont été inopportuns, téméraires, et qu'il eut mieux valu attendre et ne pas courir certains risques. A ceux-là, je répondrai : l'héroïsme n'est pas un froid calcul. Ce n'est pas la prudence qui écrit l'histoire. Quand on veut sauver son pays, il faut s'exposer à tous les dangers, à tous les risques. Sans doute, après des événements heureux ou malheureux, on peut toujours, assis dans un fauteuil moelleux et les pieds dans des pantoufles douillettes, critiquer les auteurs et démontrer que tout aurait été mieux si l'on avait fait autrement. Agir, c'est risquer. Et au bout du risque, il peut y avoir l'erreur, il y a parfois la mort. Erreur et mort sublimes quand elles ont pour enjeu la défense de la patrie et de la liberté... Les FFI de Chelles ont été héroïques jusqu'à la témérité parce que leur sentiment de l'honneur leur interdisait d'attendre les bras croisés... Le Comité de Libération de Chelles est fier d'eux. En les jetant dans la lutte, il a répondu à leur plus cher désir. Il a fait son devoir comme ils ont fait leur devoir"...

Notre présence ici, élus des villes de Chelles, Clamart, Draveil, Boulogne et Paris, représentants d'organisations syndicales et politiques, anciens combattants et résistants, ou simples citoyens de tous âges et de toutes sensibilités... signifie que l'histoire et l'esprit de la Résistance sont constitutifs de l'identité et de la conscience nationales. Et que rien ne saurait jamais gommer cette vérité que même aux heures les plus sombres de l'Occupation, il s'est trouvé des hommes et des femmes, souvent de simple condition, pour relever l'honneur de la France. Les valeurs qui ont animé leur combat sont plus d'actualité que jamais. Nous leur devons respect éternel.

Quatrième enseignement que nous pouvons tirer de ces événements, c'est l'importance des mouvements et de l'organisation de l'action collective qui aide les individus à se dépasser eux-mêmes. Comment croire un seul instant que les jeunes héros de la Cascade aient pu agir seuls ou sur un simple coup de tête. Leur courage ressort en effet, nous le savons, de mois voire d'années de lent travail de conviction et d'organisation conduit dans la clandestinité par les mouvements de la Résistance Nationale. Et leur audace relevait d'une nécessité de l'Histoire.

Ce que nous honorons, c'est donc bien sûr le courage individuel des acteurs de cette page, mais c'est aussi et surtout le génie d'un peuple combattant, de sa jeunesse porteuse d'espoir, et sa capacité à s'organiser, dans l'ombre comme dans la lumière, pour faire vivre la flamme de la dignité humaine.

C'est enfin le cinquième message que, je crois, nous pouvons tirer ensemble de ces événements - et je conclurai là-dessus : le peuple de France s'est montré capable des plus grandes choses, à chaque fois qu'il a su se rassembler - face à l'adversité bien sûr, mais aussi pour construire l'espoir universel en un monde meilleur de liberté, de paix et de fraternité.

C'est ainsi que, venus donc de tous les horizons de la Résistance - d'obédience chrétienne, gaulliste ou communiste -, les trente-cinq de la Cascade ont uni dans leur sang l'exemple de leur diversité. Et c'est cette diversité qui en définitive a fait la force de la Résistance, puis du gouvernement de la Libération.

Nôtre société, nôtre peuple et nôtre pays ont-ils moins besoin d'unité dans la diversité aujourd'hui qu'hier ? L'aspiration à vivre unis dans une France libre, dans un monde de progrès et de coopération, dans une Europe des peuples et non des marchés, rejoint quelque part l'espoir et le combat des résistants de la Cascade qui eux-aussi voulaient vivre libres et construire un monde meilleur.

Permettez-moi de citer à nouveau Madame Blanchet, veuve du Docteur Blanchet mort ici-même, qui s'adressant à la population chelloise quelques jours seulement après la libération de la ville, tenait ces propos : "Ce sont nos morts qui nous dictent ce devoir, eux qui n'ont pas hésité à faire le plus grand des sacrifices et qui du haut du cimetière, montant sur la cité une garde éternelle, veillent amoureusement sur nous et sur ceux qui viendront après nous. C'est aussi la France qui a devant elle un immense avenir : immense par les travaux, par les soucis, par les responsabilités envers la patrie et envers l'humanité, immense par la vraie gloire si elle est guidée par la sagesse et par la justice, immense par la honte si elle échoue. Ce double appel, le Comité de Libération ne se lassera jamais de le faire entendre"...

Sachons donc nous inspirer et respecter la mémoire de cet engagement. Au-delà de l'absolue noirceur du crime commis ici-même et de l'indignation qu'il nous inspire, ce que nous commémorons ici, ce n'est pas l'atrocité des faits ; ce que nous commémorons, c'est le message d'espoir et d'ambition que nous a délivré la jeunesse résistante de France : jeunesse éternelle d'une espérance qui est une parce qu'elle est humaine.

Dieu fasse donc - pour celles et ceux qui y croient -, mais surtout les Hommes fassent que ce message d'espoir vienne en partage et continue d'inspirer le monde. C'est à cette flamme indéfectible que nous dédions nos fleurs et nos pensées.

Cette flamme, nous avons à charge, les uns et les autres réunis ici, de la perpétuer. Le message des trente-cinq de la Cascade n'est pas mort avec eux dans cette clairière ; il ne doit pas non plus s'éteindre avec nous qui continuons à commémorer l'événement. Pour traverser les temps et garder sa portée humaine et humaniste, il lui faut être transmis et présenté de juste manière aux générations qui se suivent.

C'est la raison pour laquelle il nous faut, je crois, souscrire à la proposition qui est faite - par l'ANACR en particulier (Association Nationale des Anciens Combattants et Résistants) - de faire du 27 Mai - date anniversaire de la constitution en 1943 du Conseil National de la Résistance qui a unifié tous les mouvements de résistance, et surtout ouvert la voie au gouvernement d'union nationale de la Libération - faire donc de ce 27 Mai une Journée Nationale de la Résistance - grande journée de formation et d'éducation citoyenne pour les jeunes générations de notre pays. C'est la condition pour que des commémorations comme celle d'aujourd'hui continuent d'exister et retrouvent même l'ampleur qu'elles n'auraient jamais dû quitter.

Gloire aux trente-cinq martyrs de la Cascade et à tous ceux qui ont péri sur l'autel de la liberté !

Gloire aux organisations de Résistance qui leur ont inspiré force et détermination dans l'amour de la patrie !

Vive la France libre et plurielle dans une Europe et un monde de paix !

fin du discours.

Pour l'histoire de la libération de Paris et l'arrivée de la 2ème Division Blindée du Général Leclerc après l'invention du Général de Gaulle :

<http://www.charles-de-gaulle.org/pages/l-homme/dossiers-thematiques/les-acteurs-de-l-histoire/de-gaulle-et-leclerc/temoignages/general-alain-de-boissieu.php>

La responsabilité d'Eisenhower et des dirigeants américains.

Comme l'indique l'adjoint au maire de Chelles dans son discours et c'est connu, Eisenhower a reçu des ordres pour éviter Paris et détourner la 2ème DB de Paris. L'argument était qu'une ville comme Paris n'est pas un objectif militaire et qu'en plus les Alliés ne pouvaient pas prendre en plus de l'effort de guerre, celui de nourrir et gérer une telle population civile.

L'excuse américaine dit que l'insurrection a commencé trop tôt, certes si les ordres des dirigeants américains étaient de laisser filer les divisions SS de Normandie,, c'était trop tôt les 16 et 17 août 1944. Mais la chronologie de la bataille de Normandie indique que l'encerclement de la poche de Falaise était possible une semaine avant la date qui a eu lieu et donc les troupes alliées pouvaient être à Paris également une semaine avant ce qui s'est passé.

mise à jour du 23/02/2012.

A la suite de la mise en ligne des pages web sur [les maîtres du monde et le rôle de l'oligarchie financière dans les deux guerres mondiales](#), nous savons comment les financiers de Wall Street, les Rockefeller, Rothschild, Warburg... ont aidé les nazis à prendre le pouvoir et comment ils ont décidé du déroulement de la guerre pour la prolonger puis pour préparer l'affrontement avec l'Union soviétique.

La décision d'attendre en Normandie que les blindés allemands s'échappent

En Normandie, le Général Leclerc s'est plaint d'avoir du attendre près d'une semaine avant de pouvoir libérer Paris. [La 2ème DB Française était la première dès le 14 août a pouvoir dépasser Argentan et tenter de fermer la poche](#) mais elle a reçu les ordres américains d'avancer moins vite et à ne pas prendre Argentan dont la prise était réservée à une division blindée américaine.

[Le 17 août le groupement de Langlade se regroupe pour poursuivre l'exploitation vers Trun](#), afin de boucler la poche de Falaise en appui des 80th, 90th Infantry Division et 2nd Armoured Division US. La bataille de Chambois du 17 août au 20 août s'achèvera par l'anéantissement de la 7ème armée allemande. Mais dès le 14 août, l'armée allemande organise la retraite de ses troupes et [ses](#)

[perles ne seront pas aussi importantes qu'il aurait été possible de le faire.](#) Le 20 août, la 2ème DB s'arrête juste derrière Chambois, le verrou de la poche de Falaise : les hommes de Massu s'arrêtent à la côte 226 en avant d'Omméel et ceux de Minjonnet à Frénée, juste derrière Chambois et la ligne de crête sur laquelle s'est sacrifiée la division polonaise pour tenir le verrou. Les soldats français estiment qu'ils ont perdu au moins 3 à 4 jours à cause de l'indécision de l'état-major américain qui a permis de fait aux divisions SS de s'échapper avec leurs officiers. (source Raymond Muelle, la 2ème DB, Presses de la Cité).

Il est évident que la fermeture de la poche vers le 14-15 août aurait permis d'éviter les 5 à jours de combats qui furent nécessaires ensuite pour y parvenir. La brèche ouverte par la 2ème DB de Leclerc dans le dispositif allemand depuis Alençon, n'a pas été utilisée.

Le général Patton durant l'automne 1945 posera des questions sur cette étrange conduite de la guerre militaire contraire aux intérêts militaires et qui pour les événements de Normandie se soldera par l'échec de la prise des ponts sur le Rhin au Pays-Bas puis par les combats de la contre-offensive allemande dans les Ardennes.

La décision de ne pas exploiter la rupture du front en Alsace

[Il y a également la décision d'Eisenhower le 24 novembre 1944 à Saint-Dié qui interdit la traversée immédiate du Rhin en Alsace aux généraux Devers et Patch](#) , principalement aux troupes françaises de Leclerc et de Lattre, les seules qui viennent de réussir la percée du front allemand durant la grande offensive ordonnée par Eisenhower lui-même. Cette décision funeste aura pour conséquences les combats longs et sanglants de l'hiver 1944-1945 dans la poche de Colmar.

Plus tard, des militaires et historiens démontreront qu' Eisenhower était aux ordres des financiers de Wall Street qui ont planifié et dirigé la seconde guerre mondiale, en commençant dès 1928 à fournir des armes aux SA d' Hitler pour l'aider à prendre le pouvoir en Allemagne. Il est plus que plausible que l'état-major américain ait reçu des ordres pour laisser s'échapper ces divisions SS de Normandie. Lorsque le gouverneur allemand de Paris refusera d'exécuter plus longtemps les basses œuvres des alliées pour éliminer les résistants communistes de Paris et favoriser les manœuvres gaullistes, il ne restera plus que la solution de faire entrer au plus vite la 2ème DB dans Paris, une fois les troupes allemandes repliées en bon ordre. Et nous connaissons la déclaration du Général de Gaulle pleine de soulagement pour affirmer et réaffirmer que Paris a été libérée par les français, la résistance et l'armée française réunies, enfin ! Il avait bien compris que les américains n'avaient pas voulu libérer Paris.

Dans ce contexte où le commandement suprême ne vient ni de Berlin ni de l'état-major allié mais de New York et de ses familles de banquiers dirigeant déjà le monde, le massacre de la cascade du Bois de Boulogne est une mesure de basse police menée par les allemands probablement sur l'initiative ou avec l'approbation de l'état-major américain aux ordres des banquiers et des politiciens de New York à moins que ce ne soit sur ordre direct des financiers américains transmis aux dirigeants de la SS avec lesquels ils avaient des liens étroits et permanents pour éviter tout risque de voir à Paris les communistes prendre le pouvoir.

Cette veuve du lieutenant FFI avait raison de mettre gaullistes et communistes dans le même panier pour les considérer comme les responsables de cette tragédie qui aurait du et pu être évitée. Elle oubliait, mais peut-on lui en vouloir, de nommer l'état-major et l'oligarchie financière américains empêtrés dans leur volonté de laisser échapper les divisions SS en prévision de la suite de la guerre contre l' Union soviétique ou tout simplement dans le but de prolonger la guerre pour maximiser leurs profits tout en ne permettant pas à l'insurrection parisienne de se développer avec le risque de voir le parti communiste prendre le pouvoir.

Les FFI représentaient l'union de la résistance mais il faut avouer que cette union ne fut que façade, probablement un marché de dupes supplémentaire comme les combines politiciennes savent si bien les gérer depuis Paris. Le calendrier des combats de Normandie permettait la libération de Paris vers les 15 - 17 août mais comme l'a souligné le général Patton après la capitulation de l' Allemagne : pourquoi les combats n'avaient-ils pas suivi la stricte logique militaire, qui était intervenu pour en décider autrement ? L'on sait la surprise énorme que constitua la bataille des Ardennes menée justement par les officiers SS échappés de Normandie et que Patton dut repousser après d'intenses combats qui n'auraient plus dû être.

La responsabilité de ce massacre de la cascade du bois de Boulogne trouve son origine, son lien de causalité assurément plus à New York et Washington qu'à Paris et pèse bien davantage sur les financiers et banquiers de Wall Street que sur les militaires ou sur l'état-major des FFI. [A trop vouloir sauver les divisions SS de Normandie, les dirigeants de la finance américaine ont obligé les armées alliés à prendre une semaine de retard alors que Paris les attendait](#) mais les FFI ne pouvaient pas imaginer que la priorité des dirigeants alliés n'était pas de libérer Paris mais de laisser s'échapper les divisions SS de la poche de Falaise en prévision du prochain conflit contre les soviétiques.

Quant aux échos qui nous sont parvenus pour discréditer ces réseaux de résistants FTP de Seine et Marne, que ces cérémonies ont mis trop en lumière au goût de certains, nous comprenons. Ces résistants étaient pour bon nombre des cheminots qui travaillaient, comme Birette, à la gare de triage de Vaires. Ils avaient donc la possibilité de visiter les wagons de marchandises ou d'armes en transit. Assurément, ces cheminots sont à l'origine de réseaux de marché noir ou de distribution de vivres à des membres ou des sympathisants de la résistance. Assurément d'autres voleurs sans liens avec la résistance visitaient également les wagons. Cela se savait dans la région et beaucoup étaient écartés de ces distributions de vivres particulières ou de ce marché noir. Ces rancoeurs ont-elles un lien avec la dénonciation des résistants ? C'est possible comme c'est certain que la Gestapo enquêtait sur les vols à la gare de triage et que ces vols étaient un point de départ pour des filatures et une pénétration des réseaux de voleurs ou de résistance.

Il n'en reste pas moins que ces arrestations et ces massacres du 16 et 17 août ont été organisés pour faire un exemple, faire peur et reculer la résistance alors que la bataille de Normandie n'était pas achevée et que les troupes allemandes qui s'en échappaient allaient pour partie passer par Paris dans les jours suivants. Le gouverneur militaire allemand de Paris savait que sa principale mission était d'aider la retraite des troupes allemandes de Normandie et qu'il ne devait pas détruire la ville comme Hitler l'ordonnait.

Ce massacre servit d'exemple pour calmer les résistants de Paris. Il arrangea toutes les parties prenantes : les gaullistes qui voulaient empêcher une insurrection dirigée par les communistes à Paris, les allemands qui avaient besoin de quelques jours pour faire passer leurs troupes échappées de Normandie, les américains dont la priorité fut de laisser partir les divisions SS et leurs officiers de la poche de Falaise, les français libres qui eurent enfin le prétexte, la juste cause pour désobéir à Eisenhower et lancer la 2ème DB à l'intérieur de Paris, les FFI de Paris pour reprendre à zéro l'organisation de l'insurrection.

Ce massacre pouvait être évité à travers une correcte coordination des états-majors alliés et des FFI de Paris. Cette correcte coordination était possible en suivant les principes élémentaires de la guerre qui veut que lorsque la capture de l'ennemi est possible, tout soit entrepris pour y parvenir et que lorsqu'une brèche est créée dans le dispositif ennemi, il faut s'y enfoncer pour l'encercler et le détruire. Ce ne fut pas le cas en Normandie à cause des dirigeants politiques et financiers américains et ce furent les résistants de Paris qui en payèrent inutilement le prix du sang. Aucun parti ne peut être fier de ces événements et il reste toujours à démasquer les véritables coupables de ces ordres criminels et à les juger, même au tribunal de l'histoire afin que tous sachent comment les héros sont morts pour les profits de quelques uns.

Pour conclure momentanément et non définitivement :

Il reste cette question lancinante que sa veuve nous a transmise : pourquoi son " Charlot " est-il reparti prendre le commandement du second groupe alors qu'il était de retour de sa mission réalisée avec succès et qu'il connaissait l'étrange organisation de cette nouvelle et improvisée expédition ? Pourquoi prendre tant de risques et ne pas se reposer, laisser un peu les autres se débrouiller tout seul ?

Charles Birette a commencé sa résistance au sein du réseau Vengeance qui a pour caractéristique d'être apolitique. Probablement l'est-il resté plus ou moins, même au sein de son réseau FTP et Résistance Fer. Ce n'est donc pas par conviction militante partisane qu'il s'est décidé seul à prendre la place d'un chef de groupe qui a refusé d'exécuter sa mission. Il reste comme possible explication, son enfance dans sa vallée alsacienne, le fait certainement de savoir que ses camarades du village sont partis en Russie puis en Normandie dans les rangs des Malgré-nous alsaciens ou sont partis rejoindre les maquis et l'armée française libre, bref qu'ils sont nuit et jour au combat, libres dans le camp des alliés, prisonniers dans le camp des nazis. Peut-être sait-il aussi que là où la jeunesse de la vallée lugeait l'hiver, il y a maintenant [le camp de concentration du Struthof](#) et que les cheminots français conduisent eux aussi des trains de prisonniers et de déportés jusqu'à la gare de Rothau...et qui passent en gare de Vaires pour aller vers l'Est ?

Il y a là largement de quoi ne pas hésiter pour réclamer une plus grande part de combats avec une ardeur décuplée. L'Alsace depuis sa place en Europe sait ce qui se passe de chaque côté du Rhin, à

Berlin comme à Paris et en août 1944, libérer Paris n'était que la première étape avant celle de Strasbourg puis celle de Berlin.

Il reste probablement la douloureuse certitude que celui qui fût l'un des cinq résistants à fonder les groupes de Résistance-Fer à l'est de Paris et spécialement à la garde de triage de Vaires, ne pouvait pas laisser partir un groupe seul sans son chef, quelle que soit sa mission dans ces jours d'agitation euphorique où il fallait trouver des armes pour libérer Paris et hâter l'arrivée des troupes alliées depuis la Normandie.

C'est aussi la douloureuse et incompréhensible réalité française depuis 1789 et symbolisée dans l'hymne national : Aux armes citoyens, formez vos bataillons ! Pourquoi n'y a-t-il pas chez nous des armes à la maison comme le chant de la Marseillaise semble l'indiquer et que finalement nos résistances à l'oppression et aux nouvelles tyrannies ne peuvent pas former leurs bataillons parce que nous n'avons pas encore d'armes et qu'il faut en chercher coûte que coûte, au risque des pires trahisons, pièges et massacres ?

Alors nous les voyons rester autour de leurs feux de camp, feux de palettes ou de pneus ou de paille, sur les ronds points, aux coins des rues ou sur quelques places avec seulement des banderoles et toujours pas d'armes... A Lausanne, lors d'une rencontre, mes camarades suisses en souriant affirmaient qu'eux avaient les armes à la maison, mais savent-ils, veulent-ils retourner leurs fusils contre leurs tyrans chez eux ? Sur fileane.com, notre réponse est avancée dans la description de [l'institution politique de la Sécurité et Défense des Réseaux de Vie](#) et notamment la Garde Nationale.